



# VIVRE ENSEMBLE DES LENDEMAINS QUI CHANGENT !



VIVRE ENSEMBLE  
EDUCATION

## Encore disponibles



### Rédaction :

Isabelle Franck, grâce à la contribution de membres de 35 associations de terrain (voir liste p. 6-7)

### Avec l'équipe de Vivre Ensemble :

Jean-Yves Buron, Jean-Paul Chaballe, Severine Dourson, Véronique Neycken, Renato Pinto, Maud Plumier, Paul Rixen.

### Dessins :

Anne-Catherine  
<http://www.lagalerie.be/anne-catherine/index.htm>

### Photos de couverture :

Vivre Ensemble, Espace 28, Together in Peace.

Merci à Francis Heeren pour sa relecture attentive.

### Editeur responsable :

Angelo Simonazzi,  
rue du Gouvernement Provisoire 32  
1000 Bruxelles.

[www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)  
[info@vivre-ensemble.be](mailto:info@vivre-ensemble.be)  
Suivez nous sur facebook et sur twitter.

© Septembre 2015

**Prix de vente : 3 €**

Etude publiée par



avec le soutien de la



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

# SOMMAIRE



INTRODUCTION.....	4
I. VIVRE ENSEMBLE, L'INACCESSIBLE ÉTOILE ?.....	8
II. POUR VIVRE ENSEMBLE, CHOISIR LA JUSTICE SOCIALE.....	14
a. La fiscalité.....	16
b. Les droits humains avant le profit.....	17
c. Les solidarités collectives et les services publics.....	18
d. Une école émancipatrice.....	20
III. CHANGER ENSEMBLE.....	23
a. Changement bien ordonné.....	23
b. Vaincre les préjugés, rencontrer l'autre.....	26
1. Au cœur de la culture, la rencontre.....	28
2. Reli(e)-gion ou division ?.....	30
3. Ghettos sociaux ?.....	32
c. Changeons le monde ensemble.....	35
1. L'éducation.....	35
✓ A l'école.....	35
✓ Tout au long de la vie.....	36
2. Une autre économie.....	37
3. Résister ensemble.....	38
4. Construire ensemble un autre monde.....	40
CONCLUSION.....	44
ANNEXE.....	46
Charlie Hebdo... ou le couteau dans la plaie sociale.....	46
BOÎTE À OUTILS.....	49

**Vivre ensemble.** Deux mots qui traduisent une aspiration profondément inscrite dans la conscience et dans l'agir de nombreux citoyens. Et pourtant, depuis janvier 2015, on ose à peine les prononcer, tant ils ont été galvaudés, mis à toutes les sauces, brandis à tort et à travers.

Vivre ensemble, dans le discours politique qui a suivi les attentats à Charlie Hebdo, résonne comme **une urgence** : celle de faire tenir le couvercle sur une marmite de plus en plus bouillonnante, pour éviter d'autres explosions.

Vivre ensemble, c'est aussi **une injonction** : aux citoyens, mais aussi aux éducateurs et aux associations. « Arrangez-vous pour que tout ce monde *tienne ensemble*, et se tienne tranquille surtout ». Cette injonction se combine avec une réaction sécuritaire qui se traduit dans la vie quotidienne par des contrôles accrus, l'armée dans les rues, la détection précoce des *éléments potentiellement dangereux*, la lutte contre le *laxisme* au sujet de nos *valeurs*. En témoigne, dans l'encadré ci-dessous, cet extrait de presse reprenant des propos de notre premier ministre.

**Sécurité et vivre ensemble ?** « Le gouvernement va donc élargir les écoutes téléphoniques, permettre à l'armée d'appuyer la police ou répartir les détenus en fonction du risque qu'ils représentent. En matière de « vivre ensemble », par contre, les initiatives sont moins évidentes. « *On marche sur des œufs, confirme une source interne au gouvernement. Nous n'avons pas envie de créer un débat qui n'est pas naturel à ce stade-ci.* » Face aux dérives constatées dans certaines écoles ou quartiers, le Premier a toutefois convié ce 14 janvier les représentants de tous les cultes et du monde laïc pour lancer un signal fort : « *Il faut respecter l'importance de la liberté de croire ou de ne pas croire.* » En marge de ses vœux à la presse, jeudi 8 janvier, un jour après la tuerie de *Charlie Hebdo*, Charles Michel était pourtant remonté : « **Nous avons été beaucoup trop laxistes ces dernières années dans la défense de nos valeurs.** » Le prochain chantier du monde politique ? »<sup>1</sup>

Depuis janvier 2015, vivre ensemble, c'est en fait souvent **lutter contre** : contre le radicalisme, contre le terrorisme, contre le racisme, contre le djihadisme, contre l'intolérance, contre...

En ce sens, vivre ensemble, c'est tenter vaille que vaille de « **vivre en paix malgré** » : malgré nos différences (religieuses, sociales, culturelles, économiques...), malgré la crise, malgré ... Ce vivre-ensemble-là, c'est seulement **se tolérer** les uns les autres. Rien de bien motivant...

Le thème cette étude a été choisi en décembre 2014, soit quelques semaines avant les attentats du 7 janvier. Même si ce document n'a pas été pensé en réaction à ces événements tragiques, impossible de ne pas en parler. Nous reprenons en annexe, en fin de document, des propos qui rendent compte de la façon dont ils se répercutent dans le quotidien des jeunes des quartiers peuplés majoritairement d'immigrés. Les associations nous expliquent comment elles ont vécu cet événement, ce qu'il a changé – ou pas.

C'est pourquoi il nous faut **nous réapproprier cette expression**, lui rendre son sens fort. Vivre n'est pas survivre, ni vivoter, ni végéter. L'être humain a droit à la vie, à « **la vie en abondance** »<sup>2</sup>. Refusons de céder à la peur, retrouvons l'enthousiasme, l'envie, l'être, le Désir de vie ! Vivre c'est avancer, construire, découvrir, créer, relier, aimer, rire. Et l'on pourrait ajouter « ensemble » derrière chacun de ces verbes, tant vivre seul et pour soi seul n'a pas de sens et n'est tout simplement pas possible.

Ce vivre-ensemble-là est autrement plus enthousiasmant que l'autre. Pour qu'il ne reste pas un vœu pieux, un beau rêve désincarné, il faut **retrousser ses manches**, ouvrir sa porte et se mettre à l'ouvrage. Car ce vivre-ensemble, il ne suffit pas de le vouloir. Il est à construire, à promouvoir.

Le vivre-ensemble est à construire **au niveau politique**, car vivre ensemble dans une société, cela suppose que chacun de ses membres soit dans les conditions de vivre une vie digne afin d'être en mesure de s'ouvrir aux autres et de participer pleinement à la vie de la communauté.

Le vivre-ensemble n'est ni une nouveauté ni une recette-miracle. Il est déjà en chantier, notamment dans bien des **associations**. Nous sommes allés à leur rencontre pour rédiger cette étude (voir encadré). Nous avons écouté leurs constats, leurs craintes, tout comme leurs expériences positives, originales, créatives et leurs résultats encourageants.

Mais il est aussi en chantier dans chacune de nos vies. **Chacun, chacune**, nous avons en tête le souvenir d'au moins un moment où le mot « ensemble » a pris un sens particulier, où « quelque chose » s'est passé parce qu'on avait décidé de dire « nous » plutôt que « je ». Un supplément de vie, de la joie, l'impression qu'on peut aller plus loin, qu'on peut faire du neuf, qu'on peut choisir et non subir...

Parce que vivre ensemble, c'est bien sûr une nécessité, mais c'est aussi et surtout une source de joie, de créativité, de dynamisme !

Puissent ces quelques pages en être un élément de démonstration !

## UN TRAVAIL COLLECTIF

Au moment de commencer cette étude, nous nous sommes dit que, en matière de vivre-ensemble, nous avons à portée de main des experts de premier ordre : les associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale actives en Wallonie et à Bruxelles.

Dans notre société minée par les inégalités sociales, si le vivre-ensemble est encore possible, c'est sans aucun doute aux associations qu'on le doit. Quand les mécanismes de solidarité collective sont insuffisants, quand l'accès au logement n'est pas garanti, quand l'école « rate » avec une partie des jeunes<sup>3</sup>, quand les conditions d'accès aux droits sont trop rigides et ne répondent pas à la complexité de certaines situations... les associations sont là pour pallier les lacunes du système, renouer les liens rompus, recoller les vies brisées, *retricoter* la solidarité, remettre les gens en route, mais aussi interpeller le politique et la société et proposer des pistes concrètes pour un meilleur vivre-ensemble.

A Marche-en-Famenne, à Bruxelles, Namur, Liège, Louvain-la-Neuve, Marchienne-au-Pont, nous avons invité des responsables et membres d'associations à une rencontre d'une demi-journée afin d'échanger leurs constats, leurs expériences, leurs souhaits quant au vivre-ensemble tel qu'ils le vivent dans leur travail quotidien.

Le contenu de cette étude est le fruit de ces échanges. Certaines interventions sont reprises sous la forme de citations, mais beaucoup d'autres constituent la trame du texte.

Ces rencontres ont été des plus enrichissantes pour les participants comme pour Vivre Ensemble, et nous tenons à remercier sincèrement ceux et celles qui y ont pris part.

3 Expression empruntée à Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), qui exprime ainsi que l'école ne peut se contenter de trier les « bons » et les « mauvais » élèves, mais qu'elle a pour mission de mener TOUS les jeunes à l'émancipation sociale et à la possibilité de mener une vie digne et utile.

Associations qui ont participé à ces rencontres :

**La Ruelle** (Saint-Josse), Charles Vandervelde. Soutien scolaire, Centre d'expression et de créativité avec des enfants, cohésion sociale, lien social, SDF.

**Formosa** (Bruxelles Ville), Amélie Vandevijver. Français langue étrangère (FLE) pour primo-arrivants, alphabétisation, soutien scolaire.

**La Chom'hier** (Laeken), Mathieu Danero. Alphabétisation, insertion socioprofessionnelle, éducation permanente, école de devoirs pour primo-arrivants, resto d'économie sociale.

**La Barricade** (Saint-Josse), Mamadou Zongo. Alphabétisation, primo-arrivants, école de devoirs, ateliers créatifs, tout public, femmes : couture, sport (je cours pour ma forme).

**Ulysse** (Bruxelles), Samira Kholti. Service de santé mentale pour personnes exilées.

**Arc-en-Terres** (Marchienne-au-Pont), Anne-Marie Blondeau. Échanges interculturels, formation, conférences à destination du public du quartier.

**La Rochelle** (Roux), Bernadette Vanhaekendover. Maison communautaire, coopérative d'achats, jardin collectif...

**Tout est possible-TEP Afrique** (Ransart), Rose Ghecil et Martinien Yapobi. Intégration de personnes d'origine africaine, rencontres interculturelles.

**Collectif des femmes africaines du Hainaut** (CFAH), Annette Mtigmo. Intégration des femmes originaires d'Afrique sub-saharienne, travail sur « enfants d'ici, parents d'ailleurs ».

**A toi mon toit** (Mons/Ath), Renaud François. Restauration de logement pour proposer des logements groupés/solidaires.

**Afrique en livres** (Charleroi), Mariame Sow. Mise en valeur de la culture africaine au service du vivre-ensemble.

**Comme chez nous** (Charleroi), Jean-Marie Laine. Accueil de jour pour personnes sans logement ou en grande précarité, diverses initiatives selon les souhaits du public.

**AMO Passages** (Namur), Anne-Sophie Fontaine. Action en milieu ouvert pour enfants et adolescents, Solidar'cité.

**Service d'entraide migrants** (Gembloux), Urinda Hernandez. Information, accueil et accompagnement des migrants.

**Luis Vandaele** (Gelbressée), volontaire Vivre Ensemble.

**Les Equipes populaires** - animations crédit (Namur), Auguste Closon. Education populaire, notamment autour du surendettement et de la consommation.

**Domino-La Fontaine** (Dinant), Christine Longrée. Lutte contre la pauvreté et l'isolement, lien social, citoyenneté.

**Les Nez Coiffés** (Basse-Sambre), Bernard Hesbois. Cirque et théâtre avec notamment des jeunes de 1<sup>er</sup> degré différencié (= sans CEB).

**La Compagnie buissonnière/Les grains de sel**, Bruno Hesbois. Théâtre-action.

**Sant-Egidio (Bruxelles)**, Christine Janssens. Visites aux personnes âgées, contact avec les SDF, un repas chaud par semaine, jeunes encadrant des enfants défavorisés (sans-papiers, immigrés).

**Maison Biloba** (Bruxelles), Sonia M'Zid. Lieu de vie et de rencontre pour et avec les seniors du quartier de la rue de Brabant (Schaerbeek, Saint-Josse).

**GAFFI** (Bruxelles), Valérie Legrand. Alpha, éducation permanente, créativité, école de devoirs, etc. dans le quartier de la gare du Nord.

**Hirondelle** (Perwez), Sabine Luppens et Christophe Krirem. Service social polyvalent dans une commune rurale.

**Génération espoir** (Ottignies), Aïcha Adahman. Ecole de devoirs, alpha, cohésion sociale, interculturel, etc.

**Les Chemins de Traver-se**, (Braine-l'Alleud), Christine Deltour. Randonnées avec des personnes handicapées, des personnes récemment libérées et d'autres personnes intéressées par le projet. Accompagnement, logement solidaire.

**Collectif des femmes** (Louvain-la-Neuve), Pamela Dattoli et Logan Vandeweghe. Insertion socio-professionnelles, éducation permanente, centre d'expression et de créativité, alpha, FLE, etc.

**Yambi Développement** (Wavre), Françoise Mukazi. Couture, cuisine, titres services, nord-sud, bien-être, activités génératrices de revenus, centre d'expression et de créativité, etc.

**Peuple et culture** (Liège), Aurélie Nisot. Education permanente, formation de professionnels du secteur socioculturel, citoyenneté active, etc.

**Sainte-Walburge** (Liège), Lara Jochens. Ecole de devoirs, jardin partagé, tables de conversation, accueil, etc.

**La Moisson** (Houmont), Edith Theret, Claude Doolaeghe, Murielle Bignerion, Kadija et ses filles Célia et Inès, Michaël Poncin. Maison d'accueil pour personnes seules ou en famille, potager bio.

**Dora Dorès** (Huy), Nathalie Mélis. Maison de formation, de ressources et de solidarité, accompagnement de projets de femmes.

**Socrates**, (Barvaux), Pascale Fettweis. Jardins partagés et solidaires, lien social...

**El Coiff** (Liège), Réginald Orts. Salon de coiffure social à Liège.

**Le miroir vagabond** (Hotton), Patrick Navatte. Artistique/social, festival de théâtre de rue, etc.

**Service social du Laveu** (Liège), Marie Thirifays. Service social de 1<sup>e</sup> ligne, bien-être, activités culturelles, etc.

**Mic'Ados** (Marche-en-Famenne), Valérie-Anne Adam et Manon Arintz. AMO (Action en milieu ouvert, jeunes de 3 à 18 ans, aide individuelle et projets collectifs).

# I. VIVRE ENSEMBLE : L'INACCESSIBLE ÉTOILE ?

## Vivre ensemble, c'est d'abord un constat.

Dans notre famille, notre pays, notre monde, nous vivons ensemble au sens où nous partageons un même espace, un même temps. Pourtant, nous le verrons plus loin, vivre ensemble veut dire beaucoup plus que vivre les uns à côté des autres sans se taper dessus.

Notre société est un mélange de cultures, de nationalités, de professions, de modes de vie, de niveaux de revenus, de convictions, de philosophies...

Selon les lieux, ce mélange est plus ou moins intense : il y a des quartiers plus homogènes que d'autres, la ville et la campagne connaissent des réalités différentes, etc. À moins de ne pas sortir de son ghetto, la diversité et la différence sont omniprésentes.

Saint-Josse est un fameux laboratoire quant aux disparités socio-économiques et culturelles et donc au vivre-ensemble. C'est la plus petite commune de Belgique (1,14 km<sup>2</sup> !), avec la plus grande densité de population (24165 hab/km<sup>2</sup>), le revenu moyen le plus bas<sup>4</sup>, la population la plus jeune, la plus bigarrée (33,08 % d'étrangers de 153 nationalités et 60 langues différentes). Une population fortement touchée par le chômage vit à côté de 500 000m<sup>2</sup> de bureaux (dont ceux qui abritent 800 fonctionnaires européens), des hôtels, etc. En journée, la population est multipliée par 4. A l'association La Ruelle, on souligne la situation particulièrement critique des Roms, qui s'intègrent très difficilement, n'ont pas droit à certaines aides parce qu'ils sont citoyens d'un pays membre de l'UE, souffrent des préjugés à leur égard. Des familles dorment dans la rue ou dans les gares, quand on les y tolère.

## Vivre ensemble, c'est aussi un défi : tant de choses nous divisent !

**Les inégalités sociales** entre pays et au sein d'un même pays deviennent tellement énormes qu'elles menacent le vivre-ensemble. Selon le PNUD<sup>5</sup>, « huit pour cent des habitants de la planète se procurent la moitié des revenus mondiaux et laissent 92 pour cent gagner le reste. »<sup>6</sup>

La moitié des ménages belges possèdent à peine 10 % de la richesse totale, mais les 10 % les plus riches en détiennent 44 %...



4 7954 €/an. Revenu moyen en Belgique : 15 535 €/an. Taux de chômage : 32,24 %

5 Programme des Nations-Unies pour le développement.

6 <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/presscenter/pressreleases/2014/01/21/combating-inequality-key-to-combating-poverty-says-un-development-chief.html>



Le « Square des millionnaires », à Bruxelles, symbole des trop grandes inégalités de revenus.  
© Vivre Ensemble

Avec le durcissement de l'accès aux allocations de chômage en Belgique<sup>7</sup> et le peu d'empressement à combattre réellement la fraude et l'évasion fiscales qui privent les finances publiques – donc les citoyens – de millions d'euros, **nos gouvernants semblent davantage occupés à creuser le fossé social qu'à le combler.**

Ces inégalités croissantes engendrent le contraire du vivre-ensemble : **la peur, l'intolérance** – exprimée de plus en plus ouvertement –, la tendance à stigmatiser l'autre (le chômeur, l'étranger...) en l'accusant des maux qui nous touchent. Ce phénomène est d'autant plus fort que, depuis les élections législatives de 2014, « ce modèle est arrivé au pouvoir, il est légitimé par l'État lui-même », estime une responsable d'association.

“ Le vrai défi pour moi, c'est de renforcer [les] jeunes, de leur donner de l'information, des outils qui leur permettent de rester debout, de répondre quand on les attaque, de comprendre leur histoire », insiste Touria Aziz<sup>8</sup>. « Des outils pour ne pas céder à la haine à cause du manque de perspective et de confiance dans la société où ils vivent. **La vraie lutte, aujourd'hui, doit être celle pour plus de justice et d'égalité.** »

Extrait d'Alter Echos, n° 397, 13 février 2015.

Les inégalités sociales creusent encore et toujours **le fossé culturel** entre différents groupes de la société : « *les jeunes issus de différents milieux ne parlent plus le même langage, ils sont presque plus étrangers les uns aux autres que s'ils étaient de pays différents mais du même milieu social* », constate Bernard Hesbois, de l'association « Les Nez Coiffés ».<sup>9</sup>

L'appauvrissement est palpable à peu près partout, que ce soit dans les grandes villes comme Bruxelles ou Namur, ou dans les plus petites, comme Dinant ou Huy, ainsi qu'en milieu rural. Certains constatent, sur le terrain, comme **un état dépressif généralisé**, un épuisement, un mal-être omniprésent, dans les écoles comme parmi les adultes. Les associations sont de plus en plus sollicitées, pour des situations de plus en plus complexes, avec des moyens financiers qui, austérité oblige, fondent comme neige au soleil.

“ Des jeunes d'origine marocaine qui vivaient en Espagne ou en Italie ont, suite à la crise, émigré vers la Belgique pour trouver du travail, qu'ils ne trouvent (évidemment) pas. Vu qu'ils viennent d'un pays de l'UE, on ne peut pratiquement rien faire pour eux. Ils viennent aux cours proposés par l'association, mais ils ne sont pas disposés à s'investir car ils n'entrevoient aucune perspective.

Mathieu Danero, La Chom'hier

L'insécurité et l'angoisse provoquées par la pauvreté induisent **le repli sur soi**. Qu'il est difficile de faire un pas vers l'autre quand on n'a pas la sécurité d'existence minimale : logement, nourriture, lien social ! Toute l'énergie disponible est alors consacrée à « tenir la tête hors de l'eau ». Dans leur travail quotidien, les associations le constatent : une fois que les besoins de base sont couverts, l'envie de vivre-ensemble vient naturellement.

7 A ce sujet, voir l'analyse de Vivre Ensemble : « Réforme des allocations : de la précarité à la pauvreté ».

[http://www.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2012-06\\_reforme\\_chomage.pdf](http://www.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2012-06_reforme_chomage.pdf)

8 Touria Aziz est détachée par l'association flamande D'broej (Bruxelles s'organise pour l'émancipation des jeunes) auprès de deux maisons de jeunes situées aux alentours de la station de métro Étangs noirs, à Molenbeek.

9 Voir la description des associations qui ont participé à l'élaboration de ce dossier en pages 6 et 7.

“ La lutte de classes existe. Elle est menée par ma classe, celle des riches, qui est en train de la gagner.<sup>10</sup> ”

Si la précarité est en augmentation constante, à l'autre extrémité de l'échelle des revenus, le nombre de millionnaires<sup>11</sup> augmente dans notre pays. En 2014, il y en avait 8,1 % de plus qu'en 2013. **Pour la première fois, il y a plus de 100 000 millionnaires en Belgique.** Le club mondial des milliardaires compte trois Belges : Albert Frère (4,38 milliards), qui a délaissé la sidérurgie pour la finance, Patokh Chodiev, originaire d'Ouzbékistan (1,79 milliard d'euros), magnat de l'énergie en Asie centrale, et Marc Coucke (1,16 milliard), heureux revendeur d'Omega Pharma. Hyper-riches, à la tête de fortunes dont nous avons du mal à réaliser l'ampleur, face aux hyper-pauvres, qui comptent jusqu'aux centimes pour tenir le coup : qu'ont-ils encore en commun ? **Peut-on vraiment vivre ensemble dans une société avec de tels écarts de richesses ?**

“ Au-delà d'un certain seuil, des inégalités de revenus ou de fortunes sont des incitations à l'incivisme et à la délinquance. C'est encore plus vrai à l'échelle mondiale. Quand la fortune de 225 personnes est égale aux revenus de 2,5 milliards d'êtres humains (chiffres officiels du PNUD), le cocktail explosif de l'humiliation et de la misère constitue un réservoir de choix pour les fondamentalismes, les intégrismes et les terrorismes de toute nature. Problème d'ordre public, donc, mais aussi problème de santé mentale.<sup>12</sup> ”

On le voit, les inégalités sociales sont une violence énorme que l'on ne peut négliger. En découlent d'autres formes de **violence**, peut être moins mises en exergue, mais tout autant déstabilisantes et destructrices, tant personnellement que socialement. Soulignons notamment les cas de harcèlement (en direct et via les réseaux sociaux) et de violence qui se multiplient dans les écoles, avec des dégâts que constatent

les associations d'aide en milieu ouvert (AMO). Par ailleurs, plusieurs associations constatent que le racisme s'exprime de plus en plus par des petits actes en apparence anodins, des manières d'être toujours plus surnoises, qui sont difficiles à combattre. On assiste ainsi à la banalisation de petites attitudes qu'il ne faudrait pourtant pas laisser passer.

A Namur, l'AMO Passages constate l'augmentation du nombre de demandes d'aide individuelle de la part de **jeunes en grande souffrance, victimes de harcèlement, de violence**, et dont l'estime de soi est au plus bas. Dans certains cas, les enseignants se rendent même complices de ces violences, ne fût-ce que dans leur façon de s'adresser aux élèves, tel celui qui utilise le surnom « Bouboule » attribué à un élève par ses condisciples. Les demandes d'aide, qui concernaient jusqu'à récemment surtout l'enseignement secondaire, émanent maintenant d'enfants du primaire, voire de la maternelle...

Sans qu'ils en soient nécessairement conscients, on constate combien les pays, les travailleurs, **les citoyens sont pris toujours plus dans une logique de concurrence généralisée** aux conséquences destructrices. Au niveau politique et économique, la crise grecque en est un exemple éloquent.

On peut ajouter à la liste des violences les **discriminations** de tous types, **la violence sociale** des mesures prises à l'égard des allocataires sociaux, sans oublier celle, omniprésente et banalisée, qui éclabousse **les écrans** des enfants et imprègne leur relation aux autres et au monde... Et puis cette violence silencieuse, qui consiste à **exclure des millions d'hommes et de femmes** de la société en leur faisant comprendre qu'elle n'a pas besoin d'eux pour tourner...

“ A La Chom'hier, le public est surtout féminin, mais les hommes qui viennent portent un regard très critique sur la société, ils ont des opinions très tranchées, ils expriment plus de colère que les femmes. ”

Mathieu Danero

<sup>10</sup> Warren Buffet, interview de CNN citée par le New York Times du 26/11/2006 [citée par Patrick Viveret dans « Fraternité, j'écris ton nom », p. 41]

<sup>11</sup> En dollars, soit ± 750 000 euros, hors résidence principale. Source : Trends-Le Vif en ligne, 17 juin 2015. <http://trends.levif.be/economie/banque-et-finance/plus-de-100-000-millionnaires-en-belgique-un-record/article-normal-401063.html>

<sup>12</sup> Patrick Viveret, conseiller à la Cour des Comptes de France.

“ Nous avons créé une société où, à force de se fuir, tout le monde court sans arrêt. Dans cette course, un climat de compétition et de surenchère de l'avoir et du paraître, sur le plan social, local comme planétaire, laisse – à part quelques élus – l'immense majorité pour compte. Aujourd'hui, **ceux qui n'ont rien à gagner dans cette course n'ont également plus rien à perdre** et commencent à manifester leur ras-le-bol par la surconsommation de drogues et d'alcool, les émeutes et la violence sociale, l'émigration clandestine suicidaire (notamment en Afrique du Nord) et le terrorisme.<sup>13</sup>

A côté de la violence, un autre phénomène menace et empêche aujourd'hui la construction du vivre-ensemble : il s'agit de **l'individualisme**. Certes, ce n'est pas une nouveauté en soi. D'aucuns diront même qu'il nous est « naturel ». Le chacun-pour-soi règne en maître depuis belle lurette. Il est aujourd'hui renforcé par plusieurs facteurs, dont les nouvelles technologies : smartphone, tablettes et réseau sociaux nous amènent, si l'on n'y prend garde, à nous retirer dans notre petit monde (écouteurs enfoncés dans les oreilles), à contempler notre nombril et à inviter le monde à le contempler avec nous via les réseaux sociaux. « *Tout le progrès technique va vers l'hyper-narcissisme et l'hyper-individualisation* »<sup>14</sup>.

On le constate, la crise qui s'approfondit exacerbe encore cet individualisme. Les **mesures stigmatisantes** prises à l'encontre des chômeurs ou des bénéficiaires du CPAS favorisent aussi l'individualisme et effritent le vivre-ensemble. Quand le monde politique, par les mesures qu'il prend, montre du doigt une partie de la population, la suspecte *a priori* d'abuser de la solidarité collective, cela nuit évidemment à la solidarité qui devrait lier les citoyens face aux injustices sociales.

Mais cet individualisme est aussi devenu la règle en politique : la façon dont l'Union européenne gère la crise grecque en est un exemple dramatique. Le manque de volonté politique face aux changements radicaux qui s'imposent pour garder notre planète habitable en est un autre : les États préfèrent se recroqueviller sur leurs intérêts économiques particuliers à court terme (en vue des prochaines élections, probablement) aux dépens d'enjeux vitaux pour l'humanité entière.

Au cœur de ce capitalisme débridé qui n'accepte aucune limite et fabrique de la pauvreté à grande échelle, on a l'impression (toujours plus forte et présente) que le monde devient fou. « *Nous sommes dans une période de mutation culturelle, économique, sociale, rappelle une responsable d'association. De plus, la pression sur les personnes s'accroît avec des mesures restrictives en matière sociale (allocations de chômage).*



13 Thomas d'Ansembourg, Qui fuis-je, où cours-tu et à quoi servons-nous ? Vers l'intériorité citoyenne, Les éditions de l'Homme, 2008, p.14  
 14 Bernard Maris, Propos recueillis par Jean Cornil, dans Agir par la culture, n°41, printemps 2015.

*Ce stress et cette incertitude provoquent spontanément un repli sur soi, de l'égoïsme. C'est une réaction instinctive, de survie. » « On a perdu l'idée de la chose commune », déplore un autre. « Aujourd'hui, on vit dans la méfiance, la réserve, on n'ose plus aller vers les autres, aborder son voisin de palier... On est préoccupé par la survie quotidienne, et on oublie qu'on pourrait prendre des initiatives collectives. »*

Une autre conséquence de ces écarts grandissants apparaît encore. On sent que **la classe moyenne se replie sur elle-même**, par peur de se voir elle-même déclassée. Ce « déclassé » se vérifie d'ailleurs de plus en plus souvent, en particulier pour les femmes seules qui, suite à une séparation, se retrouvent facilement dans une situation financière difficile, alors qu'elles sont issues de milieux plutôt favorisés.

*« Faute de pouvoir recoller au peloton des riches, les classes moyennes cherchent à maintenir la distance avec les catégories qui leur étaient inférieures (les immigrés italiens et polonais, les tziganes des années trente, par exemple, les immigrés maghrébins, les roms aujourd'hui) en les prenant pour boucs émissaires de leur propre déchéance sociale. »<sup>15</sup>*

“ [Le Gouvernement] a renoncé à intégrer tous les êtres humains dans une totalité ordonnée – Margaret Thatcher a seulement eu la franchise de l'avouer. Il est devenu en un sens plus pragmatique, et a abandonné l'épuisante tâche de construction d'une espèce humaine homogène, bien définie et bien séparée du reste de la création, bornée en bas par les choses et les animaux et en-haut par Dieu, le ciel et les anges. L'entrée dans l'ère de la crise permanente, les « années-fric » et **la conversion de chacun en entrepreneur désespéré de lui-même** ont asséné à l'idéal social une claque suffisante pour qu'il ressorte quelque peu groggy des années 80.<sup>16</sup>

A l'AMO<sup>17</sup> Mic'Ados, on a l'impression que le fossé se creuse entre les associations et le « ventre mou » de la société. Il est difficile de décloisonner les groupes dans la société et de mobiliser la population qui n'est pas en contact avec le monde associatif.

Et dans la vie quotidienne ? Souvent, on vit ensemble, peut-être, mais de façon sélective, pas *tous* ensemble : on vit plutôt **chacun et chacune dans sa bulle**, dans son *tiroir*, les uns à côté des autres plus que les uns *avec* les autres. On a son quartier ou son village, son travail (ou pas), sa famille (ou pas), son réseau d'amis et de connaissances (large ou restreint), et tout cela forme un petit monde, plus ou moins confortable, mais en tout cas connu et rassurant. On sait rarement ce qui se passe ailleurs que dans son milieu de vie, dans les autres quartiers, dans les autres milieux sociaux. On croise sans les voir le balayeur de rue, la femme rom assise sur le trottoir, le cadre pressé-costume-cravate, la maman-solo qui conduit son bout'chou à l'école, l'étudiante voilée qui va à la fac', le jeune beur-à-casquette dans le métro... On les regarde à peine, on s'en méfie. Alors on imagine, on se crée de fausses images, on range dans des cases, dans des tiroirs qui nous donnent un cadre bien plus rassurant.

**La peur, l'indifférence, la méfiance vis-à-vis de nos semblables sont peut-être avant tout dues à la méconnaissance et à l'ignorance !**

Car, quand on ne connaît pas quelque chose ou quelqu'un, bien souvent on en a peur. Cette émotion, qui fait la fortune des assureurs, est entretenue par les médias et par les responsables politiques. Peur de l'avenir, de la violence, du terrorisme, de l'autre, de l'inconnu, de la différence... Elle justifie des mesures antisociales, sécuritaires, liberticides, elle incite à rester dans le rang, à ne pas prendre de risques, à se replier sur soi-même. Une fois encore, c'est le vivre-ensemble qui en prend un coup. Cela se vérifie dans le quotidien des associations.

*C'est la peur qui a obligé l'asbl Hironnelle (Perwez) à annuler un ciné-débat sur la liberté d'expression, prévu de longue date pour le mois de février 2015. Tant le public que les autorités ont manifesté leur crainte, vu l'actualité récente<sup>18</sup>, et le débat a finalement été reporté au mois d'avril, mais uniquement sur invitation.*

*C'est probablement la peur qui incite une maison de la laïcité à se retirer en 2015 d'une démarche locale pluriculturelle et pluriconvictionnelle à laquelle elle participait depuis plusieurs années.*

*C'est la peur qui pousse une femme à fermer un jour à clé, de l'intérieur, la porte du local où des femmes immigrées se réunissent.*

*C'est la peur qui suscite le « retour » de nombreux juifs, de France ou de Belgique, vers Israël, à cause d'un antisémitisme de plus en plus oppressant.*

*C'est la peur qui incite ceux qui sont épargnés par la pauvreté, notamment la classe moyenne, à se replier sur elle-même, à devenir plus intolérante. Peur d'être soi-même « déclassée », d'être touchée par cette pauvreté que l'on voit se développer de plus en plus autour de soi.*

Il ne faut pas être extralucide pour constater que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Pourtant, lucidité n'égalise pas résignation, bien au contraire !  
**Peur et repli sur soi ne sont pas des fatalités. Le vivre-ensemble au rabais, imposé, instrumentalisé, non plus.**

En conclusion de ces premiers constats, gardons à l'esprit que la solidarité, le vivre-ensemble, ça se construit. Ce tableau plutôt sombre de notre (non-)vivre-ensemble ne doit pas nous saper le moral, mais nous donner envie de nous retrousser les manches pour que ça change. Et ça change déjà, nous le verrons dans les témoignages des associations.

**Pas de baguette magique pour vivre ensemble, mais des conditions, des combats, des alliances.** Pas de simplisme ni d'angélisme non plus. (Re)-tisser le vivre-ensemble est complexe, prend du temps, et rien n'est gagné d'avance. Il faut « faire avec » cette complexité, tant dans les constats que dans les pistes d'actions proposées.

Pour faire plus que se côtoyer ou s'apercevoir, mais vraiment **vivre** ensemble, il faut que des conditions soient remplies, que des choix soient posés. Celui des droits humains, c'est-à-dire de **la vie digne**, de **la justice sociale**, et celui de **l'ensemble**, de **l'ouverture à l'autre**, de **la rencontre**, du respect, du collectif, du « tous pour un, un pour tous ».

C'est la réflexion que nous vous proposons de mener dans le second temps de notre analyse.

## II. POUR VIVRE ENSEMBLE, CHOISIR LA JUSTICE SOCIALE

Rappelons-le : vivre ensemble, c'est avant tout vivre. **15 % de la population belge sont en état de survie**, avec des revenus insuffisants pour subvenir à leurs besoins. Conséquence : pour ces personnes, la survie occupe tout l'esprit et consomme toute l'énergie. Dans ces conditions, l'être humain ne peut pas vivre vraiment. Il n'est pas en mesure de « devenir ce qu'il est », de donner le meilleur de lui-même pour apporter ainsi sa pierre à la construction de la société.

Vivre dignement devrait donc être un pléonasme.

Cette vie digne est bien entendu liée à des conditions matérielles, comme de disposer d'un logement salubre, à prix abordable et être assuré de ne pas en être expulsé, et de disposer d'un revenu suffisant pour subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille, que ce soit par un emploi décent et stable ou, à défaut, par un revenu de remplacement.

Mais ces deux conditions de base ne sont pas suffisantes. Chacun, chacune a aussi besoin d'être reconnu-e par ses pairs comme faisant inconditionnellement partie de la société, de participer à la vie collective, à quelque niveau que ce soit, en fonction de ses talents et de ses aspirations propres, d'accéder à la beauté et à la création artistique, en tant que créateur et spectateur.

“ La fatalité est l'exact opposé de la responsabilité. La fatalité, c'est personne. La responsabilité, c'est quelqu'un.

Paul Ricoeur, *Le juste*, p.30

Faut-il le rappeler ? Ces conditions matérielles et immatérielles sont présentes dans **la Déclaration universelle des droits humains** qui a vu le jour sur les ruines de la seconde Guerre mondiale. L'article premier mériterait d'être appris par cœur et expliqué à tous les enfants, dès l'âge de raison<sup>19</sup>.

“ *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.*

Il suffit d'ouvrir un journal ou de regarder autour de soi pour constater que ces droits universellement **reconnus** ne le sont dans les faits **que pour une partie de la population**. Ils ne le sont pas pour les 15 % de la population qui, chez nous, n'ont pas de quoi vivre décemment. Ni pour ces familles roms qui campent dans les gares ou dans les parcs, dans l'indifférence quasi générale. Ni pour ces sans-abri couchés par terre sur des cartons en pleine rue ou sous les ponts. Ni pour les hommes, femmes et enfants qui meurent par milliers dans cette Méditerranée où se baignent les touristes européens. Ni pour ces trop basanés qui ne trouvent ni emploi ni logement et qui sont d'emblée suspects aux yeux des forces de l'ordre. Ni pour tous ces enfants à qui la pauvreté ferme des portes dès le plus jeune âge.

“ *Les procédures pour accéder aux droits sont de plus en plus complexes. A cela s'ajoute la fracture numérique, car de plus en plus de démarches se font sur internet. Une partie des retraités n'ont pas été formés à l'informatique et accèdent ainsi difficilement à leurs droits.*

Christophe Krirem, *L'Hirondelle*.

On pourrait allonger presque sans fin la litanie. D'autant plus que, ces dernières années, on ne peut pas dire que l'humanité soit en progrès par rapport à la mise en œuvre de ces droits. Chez nous, les associations constatent chaque jour que ces violations des droits humains s'accroissent. De plus en plus d'hommes, de femmes,

de jeunes, qu'ils soient nés ici ou venus d'ailleurs, se retrouvent dans des situations de grande pauvreté. Leur nom est écrit en petites lettres dans la marge de la société, quand il n'est pas carrément effacé par l'invisibilité.

Pour nous comme pour toute personne sensible aux droits humains, il y a donc une obligation, une responsabilité éthique à lutter pour plus de justice sociale. Une responsabilité liée à ce texte qui se veut universel et qui, par les droits qu'il énonce, dicte aussi les devoirs qui incombent à la communauté humaine pour



qu'il ne reste pas lettre morte. Sinon, tout cela n'est qu'hypocrisie et mensonge, et insulte à tous les sans-droits.

“ J'ai eu le sentiment très clair que je participais à un événement d'une portée vraiment historique au cours duquel un consensus s'était fait sur la valeur suprême de la personne humaine, une valeur qui n'a pas trouvé son origine dans la décision d'une puissance de ce monde, mais plutôt du fait même de son existence qui a donné naissance au droit inaliénable de vivre à l'abri du besoin et de l'oppression et de développer pleinement sa personnalité. Il y avait dans la grande salle (...) une atmosphère de solidarité et de fraternité authentiques entre des hommes et des femmes de toutes latitudes, une atmosphère que je n'ai jamais retrouvée dans une quelconque instance internationale.

Hernán Santa Cruz du Chili,  
membre du sous-comité de rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'Homme<sup>20</sup>

Vouloir la **justice sociale** n'est pas seulement une affaire de droit international ou d'éthique. C'est aussi **une affaire de bon sens**. Au niveau individuel, on sait déjà que la pauvreté (qui résulte des inégalités sociales) nuit à la santé physique et mentale<sup>21</sup>. Des études ont montré que les inégalités sociales nuisent aussi à la santé de la société et de tous ses membres. Richard Wilkinson et Kate Pickett l'affirment eux aussi dans un livre publié en 2013 : « *Ce qui détermine la mortalité et la santé dans une société tient moins à la richesse globale de la société en question qu'à la répartition égalitaire de la richesse. **Mieux la richesse est répartie, meilleure est la santé de la société.*** »<sup>22</sup>

“ Tout tend à prouver que l'inégalité des revenus constitue un obstacle à la croissance à long terme, elle est associée à des résultats insuffisants en matière de santé, engendre l'instabilité politique, contribue à des taux plus élevés de violence, sape la cohésion sociale et érode les capacités collectives à prendre les décisions nécessaires pour arriver à des réformes utiles.

Helen Clarck,  
Administrateur du Programme  
des Nations Unies  
pour le développement (PNUD).<sup>23</sup>

20 Source : <http://www.un.org/fr/documents/udhr/history.shtml>

21 « La pauvreté nuit gravement à la santé » était le thème de la campagne de Vivre Ensemble en 2008. Voir <http://www.vivre-ensemble.be/La-pauvrete-nuit-gravement-a-la-334>

22 WILKINSON R. et PICKETT K., Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous, Les petits matins, Paris, 2013, p. 205

23 <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/presscenter/pressreleases/2014/01/21/combatting-inequality-key-to-combatting-poverty-says-un-development-chief.html>

Malgré cette évidence, peu de choses bougent en ce sens. Nous l'avons déjà souligné, l'inégalité face aux richesses est grandissante. Pourtant, les outils pour mieux répartir ces richesses existent. Ce qui manque, c'est la volonté politique de s'en servir.

Nous évoquons ici **quatre de ces outils**.

## A. LA FISCALITÉ<sup>24</sup>

Pour Philippe Lamberts, député européen, l'enjeu le plus important aujourd'hui pour lutter contre la pauvreté, c'est la fiscalité. En effet, elle constitue un système de redistribution des richesses très efficace **si** elle est juste et progressive.

Le « si » a toute son importance !

Pour être **juste**, elle devrait prendre en compte tous les revenus, c'est-à-dire pas seulement ceux du travail, mais aussi ceux du capital mobilier (actions, titres boursiers...) et immobilier. Aujourd'hui, ces revenus sont taxés séparément et les revenus du capital sont beaucoup moins taxés que ceux du travail.

Pour être **progressive**, elle devrait faire contribuer chacun selon ses capacités, qu'il s'agisse des citoyens ou des entreprises. Concrètement, on peut l'exprimer ainsi : plus on est riche, plus on contribue. Cela semble logique.

Dans les faits, c'est le contraire qui se passe. Prenons par exemple les « affaires » – Swissleaks, Luxleaks, Offshoreleaks... ce sont autant de scandales fiscaux récents qui ont rappelé que des particuliers fortunés et des entreprises continuent de cacher leur argent grâce à des sociétés offshore et des comptes secrets dans des paradis fiscaux. Rien qu'en ce qui concerne la banque HSBC, **ce sont 3000 contribuables belges fortunés qui ont soustrait 6 milliards d'euros à l'impôt**. C'est là un manque à gagner des plus dommageables. Avec pour conséquence directe dans la politique gouvernementale actuelle d'en faire payer le prix aux plus pauvres...

**Et ceci n'est que la pointe émergée de l'iceberg** : les pertes annuelles en recettes fiscales dues à la fraude en Belgique sont évaluées à environ **20 milliards €**. Pour toute l'Union européenne, la fraude et l'évasion fiscales sont évaluées à 1000 milliards par an.



Quand les banques sont complices de l'évasion fiscale... © Vivre Ensemble

Les incitants fiscaux, censés attirer les entreprises – et donc l'emploi – sur notre territoire, permettent aux multinationales de baisser très fortement leurs impôts, voire de ne pas en payer du tout ! Ainsi, AB-Inbev, le plus grand groupe producteur de bière au monde, a son siège social à Louvain et paie tout simplement 0 % d'impôt<sup>25</sup>. Malgré ces cadeaux fiscaux, ces sociétés ont licencié dans le même temps près de 20 000 personnes... Quand on ajoute que, dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale, le Ministre de la Justice veut privilégier les accords à l'amiable, préférant ainsi de légères amendes aux poursuites judiciaires, on ne peut qu'être particulièrement critique.

Tout ceci continue à faire de la Belgique un paradis fiscal pour les plus fortunés, aux dépens des finances publiques et donc des citoyens. Il pourrait pourtant en être autrement, **si le gouvernement décidait** de prendre des mesures telles que :

- **La transparence sur tous les revenus** (y compris ceux des capitaux) et la suppression complète du secret bancaire : il n'est pas

normal que les revenus du travail, de l'immobilier ou ceux de remplacement (pensions ou allocations sociales) soient connus du fisc, alors que ceux du capital ne le sont pas. Au contraire : ils sont soigneusement cachés pour être soustraits à l'impôt par une ingénierie fiscale mise en place dans ce seul but, avec au minimum l'absolution offerte par le pouvoir politique.

- **Une contribution accrue des revenus du capital** : selon le Conseil supérieur des Finances, un impôt de 25 % sur les revenus du capital (intérêts, plus-values) pourrait rapporter 4 milliards € par an.
- **Un impôt progressif sur les fortunes** supérieures à un million d'euros (habitation personnelle non comprise) qui pourrait rapporter 8 milliards €.
- La suppression des nombreux incitants qui permettent aujourd'hui aux **multinationales** de payer très peu d'impôts (5 % environ sur les bénéfices).

Ces revendications sont portées depuis des années par le Réseau pour la justice fiscale, grâce à un travail de fond avec des parlementaires, des communiqués et « cartes blanches » dans la presse, mais aussi grâce à des actions de sensibilisation du grand public, comme la

Journée de la justice fiscale, organisée chaque année à la fin du mois de mai. Histoire de nous rappeler que **ces impôts tant décriés sont une des principales clés du vivre-ensemble...**

## B. LES DROITS HUMAINS AVANT LE PROFIT

Un autre outil à (ré)activer est la prise en compte et la protection des droits humains. Avec la mondialisation du néolibéralisme, **les droits humains tendent à s'effacer devant les droits du commerce et le droit au profit**. La santé, la sécurité des travailleurs, les droits sociaux acquis au fil du siècle passé, la sécurité sociale, les services publics, voire l'enseignement public sont ou sont en passe d'être peu à peu « vendus » aux entreprises transnationales. Grâce à de puissants lobbies, elles influencent les décisions politiques, prioritairement au niveau de l'Union européenne, afin de faire voter des lois et des décrets qui leur laissent toute liberté, sans aucune contrepartie ni obligation à l'égard des droits humains ou de la protection de notre planète. Si on ne leur met pas de garde-fous, les entreprises transnationales nous préparent donc une société encore plus dualisée, car de plus en plus privatisée et de moins en moins solidaire.



C'est un enjeu des plus actuels, quand on sait que des accords internationaux comme le TTIP (Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement) ou le CETA (Accord de libre-échange entre l'UE et le Canada) ou encore le TISA (Accord sur le commerce des services, négocié dans le cadre de l'OMC<sup>26</sup>) accentueraient ce recul des droits des gens face aux droits des entreprises multinationales ; ils sont une réelle menace pour la démocratie, dans la mesure où les droits de ces dernières pourront prendre le pas sur le droit établi démocratiquement par les États. Se mobiliser pour empêcher la signature de ces traités est indispensable et urgent<sup>27</sup>.

C'est ce que font de plus en plus de citoyens, par des pétitions, des manifestations, des pressions sur les pouvoirs locaux afin de déclarer les communes « hors-TTIP »...

## C. LES SOLIDARITÉS COLLECTIVES ET LES SERVICES PUBLICS

La sécurité sociale, les revenus de remplacement, les services publics, l'emploi convenable... bref, les dispositifs de sécurité et de protection sociales sont autant d'outils

pour favoriser l'égalité des droits dans notre société. Ils sont aussi **des éléments fondamentaux du vivre-ensemble**, dans la mesure où ils existent grâce à la contribution des membres de la société (citoyens et entreprises), bénéficient à chacun selon ses besoins et permettent de partager des espaces communs (transports, infrastructures culturelles et de santé, écoles...). **Ces dispositifs font du vivre-ensemble notre responsabilité commune.**

De fait, les services publics et l'aménagement des espaces communs contribuent énormément au vivre-ensemble. C'est pourquoi il faut le souligner avec force : favoriser l'accès à la culture, aménager des espaces publics qui favorisent la rencontre, assurer la présence des services administratifs et organiser des transports publics efficaces et financièrement accessibles, permettre de se former tout au long de la vie ; ouvrir les enfants, dès l'école maternelle, à leurs propres ressources, au respect de l'autre et à la richesse des différences, sont autant d'actions que les pouvoirs politiques, à différents niveaux, peuvent entreprendre pour favoriser l'être-ensemble et, ainsi, le vivre-ensemble, le faire-ensemble, le devenir-ensemble.

## LE VIVRE-ENSEMBLE, ÇA SE CULTIVE

A Mons, par exemple, la ville a décidé que chaque maison de quartier aurait son propre potager collectif. Dominique David, chef de projet du Plan de cohésion sociale de la ville, explique : « *Suite au diagnostic réalisé dans le cadre de la confection du Plan de cohésion sociale de la Ville, le besoin de mettre en place ce projet a été identifié non seulement par les travailleurs de notre service mais également par les partenaires associatifs et les citoyens habitant les quartiers. Ce projet répond à divers besoins : d'une part, nous sommes de plus en plus confrontés à des familles qui ne peuvent plus faire autrement que de manger des pâtes les dernières semaines du mois.*

*D'autre part, à travers ces projets de jardins collectifs, nous arrivons à prendre en compte une multiplicité d'actions qui correspondent aux missions de notre Plan : outre la lutte contre la pauvreté, les jardins nous permettent de soutenir le développement des quartiers, de favoriser le lien social et la mixité sociale au sein des quartiers, tant intergénérationnelle qu'interculturelle, la lutte contre l'isolement et la solitude, de promouvoir la santé via des ateliers culinaires, la gestion de l'environnement, la gestion des déchets, l'insertion sociale voire pré-formative... »*

Les bénéfices d'une telle initiative se mesurent aussi en termes de « puissance d'agir » (*empowerment*) des participants qui retrouvent une place dans le quartier et, plus largement, dans la société.



Dans certaines communes, l'absence de services publics se fait cruellement sentir. Comment vivre ensemble dans un quartier comme Roux, dans la banlieue de Charleroi, qui compte 10000 habitants, et où il n'y a plus d'antenne de l'administration communale ni du CPAS, plus de bureau de poste, plus d'agence bancaire ? Ne restent que la bibliothèque et l'une ou l'autre école. Ce qui *faisait communauté* n'existe plus, le « public » a déserté ce quartier. Selon la rue où ils vivent, les habitants doivent, pour leurs démarches administratives, se rendre à Marchienne-au-Pont pour les uns, à Monceau-sur-Sambre pour les autres... De plus, il n'y a pas non plus d'éducateur de rue, ni d'acteurs de terrain liés au relais social de Charleroi... Quand ce dernier mène une enquête sur la situation sociale en consultant les acteurs de terrain, il semble que tout aille bien à Roux, puisqu'il est en quelque sorte « hors-radar »...

En milieu rural, on constate la même désertion des services publics. S'y ajoute une mobilité difficile : fermeture des petites gares, bus trop rares... « *Cela nous oblige à aller vers les gens, explique-t-on à l'asbl Hirondelle (Perwez), à proposer des services itinérants. Mais cela empêche le travail collectif* ».

Certains hommes politiques reconnaissent leur responsabilité dans la difficulté à vivre ensemble. C'est le cas de Didier Gosuin. Selon

lui, à Bruxelles, « *cela fait 20 ou 25 ans qu'on met des politiques les unes à côté des autres, qu'on les empile et qu'on les présente comme la solution qui va tout régler. Les responsables politiques, moi peut-être y compris, disent à chaque fois : "Ça va mal, mais maintenant vous allez voir". Oui, on voit qu'il n'y a pas grand-chose qui se passe. Ça, c'est la réalité. Et si rien ne change, tout le débat sur le vivre-ensemble, c'est de la littérature.* »<sup>28</sup>

Les mesures d'austérité qui s'accumulent depuis quelques années *détricotent* ces outils du vivre-ensemble, réduisant la force de la solidarité collective et renvoyant chacun-e à son propre sort : citons le renforcement de la dégressivité des allocations de chômage, le contrôle renforcé des chômeurs – jusqu'à porter atteinte à la vie privée –, le recul de l'âge légal de la retraite, la réduction des subsides à la culture et au secteur non marchand, notamment social...

À La Barricade, à Saint-Josse, on constate qu'il y a de plus en plus de primo-arrivants et de travailleurs sans emploi qui, en raison du durcissement des conditions d'accès et de conservation des allocations de chômage, consacrent beaucoup de temps et d'énergie à chercher un hypothétique emploi (et surtout à prouver qu'ils en cherchent un), et n'ont plus le temps de venir au cours d'alpha ou de français. Les primo-



arrivants, quant à eux, doivent parfois abandonner l’alphabétisation pour s’intégrer dans le parcours d’intégration, devenu obligatoire.

Dans le même temps, les politiques prétendent promouvoir le vivre-ensemble, s’attaquer au fondamentalisme et au racisme qui gagnent du terrain et engendrent la violence. En vain, car cette violence augmentera proportionnellement à l’insécurité sociale et à la pauvreté provoquées par leurs mesures anti-sociales.

Dans ce combat pour assurer la pérennité des outils de cohésion sociale, une attention particulière doit être accordée à **l’égalité entre les hommes et les femmes**. On le sait, certaines mesures, comme le statut « cohabitant », pénalisent majoritairement des femmes. Dans des moments de régression sociale comme ceux que nous connaissons, la vigilance s’impose. Il n’est dès lors pas inutile de rappeler l’avertissement de Simone de Beauvoir : « Rien n’est jamais définitivement acquis. Il suffira d’une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. **Votre vie durant, vous devrez rester vigilantes** ».

« Rien n’est définitivement acquis »... Les attaques lancées ces dernières années contre notre système de sécurité sociale, que ce soit dans les discours ou dans les mesures prises par nos gouvernants, doivent nous rappeler que ce système a été mis en place progressivement après 1945, sur la base de luttes sociales parfois meurtrières menées par nos prédéces-

seurs depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Ceux qui sont nés dans les années 60 et plus tard n’ont peut-être pas conscience du fait que cette solidarité organisée ne va pas de soi, qu’elle a été voulue et qu’il faut continuer à la vouloir, à la soutenir et à combattre pour la renforcer, sous peine de la voir s’effriter toujours plus.

Une responsable d’association suggère que « *probablement nous faut-il évoluer vers une autre façon de faire : la sécurité sociale est vue comme un gâteau au nombre de parts limité, ce qui engendre la peur de manquer, et notamment de devoir le partager avec de nouveaux-venus sur notre territoire. Comment réinventer une sécurité sociale pour tous ?* » Sans aucun doute par son renforcement et par un fonctionnement (à réinventer) qui nous permettrait de partager sans avoir la « peur de manquer »...

## D. UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE

Dans les échanges que nous avons vécus avec les associations, un thème revient sans cesse : l’éducation – et donc l’école. Où, sinon à l’école, tous les futurs adultes peuvent-ils apprendre à vivre ensemble ? Et pourtant...

Dans la Basse-Sambre, Bernard Hesbois (Les Nez Coiffés) constate que la séparation entre les « bons » élèves et les autres, entre les « bonnes » écoles et les autres se fait très tôt, dès le niveau primaire. Cette stigmatisation concerne aussi les enseignants : ceux des établissements d’enseignement général ont

tendance à regarder de haut leurs collègues qui travaillent dans l'enseignement professionnel.

Ainsi, **les élèves sont placés très tôt dans des couloirs virtuels** (transition générale et technique, qualification, enseignement spécialisé, alternance) qui, au lieu d'être des choix, sont trop souvent des orientations plus ou moins forcées par les échecs. Les jeunes prennent vite le pli de déprécier ceux qui sont dans une filière « plus facile », et de s'autodévaloriser s'ils se trouvent dans la filière « faible ». Ces couloirs les mènent vers des pièces virtuelles de la maison-société, aux murs difficiles à percer.

Renforcement des inégalités sociales, abandon scolaire précoce, violence, harcèlement, hiérarchisation des filières... le bulletin de l'école n'est pas encourageant. Comme apprentissage du vivre-ensemble, **l'école mérite un « peut mieux faire ».**

Mais gardons-nous de l'accuser de tous les maux : l'école est le reflet de la société. Bien plus : **elle EST la société.** Ce n'est pas un monde à part. Si l'on y trouve de la violence, de la relégation, un esprit de compétition, du harcèlement, des dépressions d'adultes comme de jeunes, des inégalités sociales, des suicides... c'est que tous ces maux sont présents dans l'ensemble de la société.

Certes, l'école ne peut résoudre à elle seule le problème des inégalités sociales qui se creusent depuis des années. Mais elle est un outil primordial dans la lutte contre ces inégalités, car tout le monde passe par la case « école ». **L'émancipation sociale fait d'eux leur partie des missions de l'école,** énoncées dans le décret du même nom (voir encadré). Une mission qui reste largement à accomplir, on en conviendra.

Un peu comme l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, l'article 6 du Décret « Missions<sup>29</sup> » est un texte qu'il est bon de relire de temps en temps, non pas comme une inaccessible étoile mais comme un phare, un cap à ne pas lâcher, quelles que soient les tempêtes...

*La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, poursuivent simultanément et sans hiérarchie les objectifs suivants :*

- 1° **promouvoir la confiance en soi** et le développement de la personne de chacun des élèves ;
- 2° *amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à **prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle ;***
- 3° *préparer tous les élèves à être des **citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures ;***
- 4° **assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.**

Les associations le constatent : dans certains quartiers, des parents sont très peu scolarisés et parlent très peu le français. Ceci n'entraîne pas seulement une difficulté personnelle, mais a des conséquences familiales et sociales lourdes, parfois comparables à un réel handicap... Cela pose des difficultés aux enfants qui ne parlent français qu'à l'école et ne le maîtrisent donc pas bien. Pour y remédier, com-

ment faire sortir ces parents de leur « sphère », susciter des rencontres ?

Notons encore que, souvent, les parents n'ont de contacts avec l'école que quand il y a un problème. Certains, qui travaillent ou qui consacrent beaucoup d'énergie à chercher un emploi, ont tendance à laisser les enfants livrés à eux-mêmes. Ces élèves et ces familles

29 Texte complet du décret : [http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/21557\\_018.pdf](http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/21557_018.pdf)

nécessitent une attention particulière, un appui non seulement scolaire mais aussi social, linguistique... qui demande des moyens et de la volonté politique.

Plus généralement, **les relations entre l'école et les familles qui en sont culturellement éloignées** mériteraient une plus grande attention, avant tout dans la formation initiale et continue des enseignants. Les parents d'élèves en difficulté sont souvent eux-mêmes d'anciens blessés de l'école, quand ils ne sont pas analphabètes (10 % des adultes). Par peur ou par rancœur, ils ne feront pas le premier pas pour rencontrer l'enseignant. Si l'école se contente de déplorer – souvent devant l'élève – le manque de collaboration des parents, leur absence aux réunions, l'éducation reçue à la maison, jamais la fameuse alliance éducative – élève, parents, professeurs – ne pourra s'établir. Et ces enfants, pris en étau entre deux cultures, risquent de perdre l'estime de soi et la confiance des enseignants en leurs capacités, ingrédients indispensables de la réussite scolaire.

Pour échapper à ce qui semble à beaucoup une fatalité, une piste, on le sait, est d'éviter trop d'homogénéité sociale dans les établissements. On le constate quand elle est favorisée : là où il y a de la **mixité sociale**, l'entraide se développe et c'est bon pour tout le monde. Le décret « inscriptions » et ses variantes ne semblent pas nous rapprocher de l'objectif espéré, loin s'en faut. Avec pour conséquence directe que le vivre-ensemble à l'école est le plus souvent un vœu pieux. Une mixité sociale imposée est difficile à accepter par certaines écoles, comme par des parents qui veulent choisir l'école – et (surtout ?) les fréquentations – de leur enfant ; du reste, si elle ne s'accompagne pas d'une formation adéquate des équipes éducatives et d'une souplesse pédagogique, voire d'une réforme complète du système, elle risque bien d'en rester au stade des bonnes intentions<sup>30</sup>.

Pour épauler les enfants qui sont en difficulté à l'école, les associations peuvent être des aides précieuses : les écoles de devoirs, les associations d'aide en milieu ouvert, par exemple, non

seulement contribuent à limiter le décrochage scolaire, mais jouent souvent un rôle de médiation dans les relations parents-enfant-école, un rôle qui bénéficie à tout le monde. Elles ont une connaissance de la réalité familiale, sociale, culturelle des enfants que n'a pas toujours l'école.



*Les écoles de devoirs, pour épauler les enfants en difficulté à l'école.*  
© Vivre Ensemble

On l'a déjà souligné : la plupart des enseignants ne contactent les parents que lorsque le comportement ou le travail de l'enfant pose problème. Alors, quand l'asbl Les Nez Coiffés monte avec les élèves de 1<sup>e</sup> différenciée un spectacle de cirque et que l'école invite les parents pour leur montrer ce que leurs enfants ont fait de bien, ça change la donne, et on avance d'un pas sur le long chemin du vivre-ensemble...

**Pour favoriser et développer une école émancipatrice, les pistes ne manquent pas** : un tronc commun jusqu'à 16 ans, dans lequel sont présents aussi bien le français, les maths ou les sciences que les arts, les techniques, le jardinage, le sport... Une meilleure formation initiale et continuée des enseignants, avec notamment une sensibilisation à la diversité culturelle et sociale... Des apprentissages fondés sur la collaboration, l'entraide plutôt que sur la compétition... Une ouverture aux associations locales et à des méthodes pédagogiques adaptées aux élèves du XXI<sup>e</sup> siècle, en s'inspirant notamment de l'éducation permanente... Ces pistes sont pour le moment suivies par une minorité d'écoles et d'enseignants ; leur succès devrait inciter nos responsables politiques à des réformes bien plus audacieuses que celles menées ces dernières années.

# III. CHANGER ENSEMBLE

« ... Tous les humains, désormais confrontés aux mêmes problèmes de vie et de mort, vivent une même communauté de destin. »<sup>31</sup>

**Apprendre à vivre ensemble**, au niveau mondial comme au niveau national ou local, **c'est dans l'intérêt de tous**. Martin Luther King était déjà de cet avis, quand il affirmait que « *si nous n'apprenons pas à vivre ensemble comme des frères, nous périrons ensemble comme des imbéciles* ». La première partie de ce dossier nous l'a montré. Ceux qui se penchent aujourd'hui sur les questions de société comme la violence, l'enseignement, la santé physique et mentale, le bonheur, l'intégrisme religieux, la santé... arrivent à la même conclusion.

C'est pourquoi, face aux défis qui nous attendent, il nous faut **pousser ce vivre-ensemble jusqu'au faire-ensemble**. Nous devons **changer ensemble**. C'est une question de survie, comme l'exprime Edgar Morin en exergue de ce chapitre, qu'il s'agisse du climat, de l'épuisement des ressources naturelles ou de la violence des extrémistes de tout poil.

Facile à dire. **Mais comment y arriver** alors que le vivre-ensemble est déjà si peu évident ? Comment aller à la rencontre de l'autre, dans la vraie vie, non pas derrière un écran ? Parler, écouter, faire ensemble... cela devient de plus en plus rare dans une société où l'on reste « entre soi », que ce soit avec la famille, les amis, les collègues, les personnes du même milieu social ou de la même culture. C'est pourquoi on ne connaît plus l'autre, le différent qu'à travers des titres de journaux accrocheurs, un écran de télévision, des forums sur internet, des clichés... Du coup, on se fait de l'autre une image stéréotypée, trompeuse, fautive, avec le risque que l'ignorance et la méconnaissance engendrent la peur, la haine, la violence.

Se changer soi-même, aller à la rencontre de l'autre par la culture et à travers les religions, puis sortir de l'individualisme pour *faire ensemble*... ce sont probablement les clés du changement.

## A. CHANGEMENT BIEN ORDONNÉ...

Comment faire ? En commençant par le début : soi-même.

Il nous est à tous arrivé d'être coincé dans un embouteillage, pare-chocs contre pare-chocs, à pester contre tous ces gens qui ont eu la détestable idée de prendre leur voiture à peu près en même temps que nous pour se rendre plus ou moins au même endroit. Il nous est peut-être plus rarement arrivé de prendre conscience que, nos voisins de bitume et d'infortune comme nous-mêmes, nous SOMMES l'embouteillage.

Longtemps, ceux qui voulaient changer le monde s'engageaient dans des actions à caractère social, humanitaire, politique. Un engagement essentiellement consacré à agir sur son environnement (social, écologique, politique, etc.). La dimension du changement intérieur était très peu prise en compte, souvent considérée comme une perte de temps. Jusqu'à récemment, dans le monde militant, s'occuper de changer son monde intérieur paraissait relever soit de la religiosité surannée, soit de l'égoïsme *new-age*.

“ *La barbarie est intérieure et non extérieure. Elle n'est pas étrangère à l'humanité, elle en est la face sombre, celle de sa propre inhumanité. S'il y a un djihad, une guerre sainte, c'est en réalité un conflit intérieur, un travail sur soi individuel et collectif contre cette barbarie intérieure.* ”

Patrick Viveret

Rappelons que cette préoccupation pour le changement personnel n'est pas neuve, en citant Gandhi « **Sois le changement que tu veux voir advenir dans le monde** » et Etty Hillesum « *Je ne crois pas que nous puissions corriger quoi que ce soit dans le monde extérieur que nous n'ayons d'abord corrigé en nous* ». Se préoccuper du changement personnel est sans nul

31 Edgar Morin, Enseigner à vivre, manifeste pour changer l'éducation, Actes Sud, Play-Bac, 2014, p.96

doute nécessaire pour évoluer, pour échapper à la violence et à la compétition bien présentes dans les rapports personnels et sociaux.

Quoi de plus vrai ? Comment éradiquer la violence si, dès l'enfance, nous sommes baignés dans un climat de compétition, où l'on nous incite à voir les autres comme des concurrents ? Dès la 1<sup>e</sup> primaire, voire dès la maternelle<sup>32</sup>, il faut être mieux, avoir plus, arriver le premier, puis avoir le plus de copains, d'amis sur Facebook, les vêtements à la mode, le dernier smartphone... puis le meilleur diplôme pour se donner toutes les chances sur le marché du travail... À ce rythme endiablé, la vie s'apparente à une compétition permanente. Cela ne peut qu'influencer profondément nos relations aux autres.

“ Il n'y a pas d'un côté le monde avec ses guerres, ses tortures, ses horreurs, et de l'autre les hommes qui s'en indignent. Il n'y a qu'un monde. Et tout ce qui respire sous le soleil partage un souffle, un seul.

Christiane Singer

Comment dépasser les préjugés si nous campons sur nos opinions et n'envisageons pas de les remettre en question, de faire l'effort intellectuel et humain de les confronter à la réalité ? Comment sauver la planète si nous



La méditation de pleine conscience à l'école : ça marche !  
© Vivre Ensemble

refusons de revoir notre relation aux biens matériels, à la nourriture, à la propriété privée, à l'argent, au temps, au pouvoir, aux autres ? Tout comme nous sommes l'embouteillage et non dans l'embouteillage, « nous sommes le monde. Se changer revient donc déjà à changer une partie du monde, certes infime mais existante et importante ».<sup>33</sup>

“ Et si nous appelions ce recul à l'intérieur de soi-même "l'intériorité" ? Et si l'intériorité se révélait la condition d'accès inspirante à la bienveillance éclairée pour soi et pour l'autre, à la pacification intérieure et extérieure, à la confiance et au respect mutuel, à l'accueil des différences, à la solidarité, à la créativité, à la gestion non violente des conflits, à la capacité de transformer nos habitudes de pensée, nos systèmes de croyances et de réflexion (et donc de transformer notre relation à la vie, à la nature et à la terre) et à la disponibilité nécessaire pour devenir récepteur de Sens, et peut-être émetteur ? Et si nous regardions alors l'intériorité comme la clé du bien-vivre ensemble, qui transforme et ouvre la voie d'un vrai changement social : l'intériorité citoyenne ?<sup>34</sup>

Des expériences le montrent dans les écoles : initier les enfants à l'intériorité notamment par des exercices de pleine conscience, leur apprendre à s'écouter et à se respecter (eux-mêmes et les uns les autres) les amène naturellement à respecter les besoins et opinions des autres, à sortir des attitudes de jugement et à régler les conflits de façon pacifique. Une fois libérés de ce souci de « se faire une place », de cette logique de compétition et d'opposition qui règne souvent dans les écoles, ils sont tout disposés à développer l'entraide et l'empathie pour à s'engager dans des actions de solidarité<sup>35</sup>.

“ Vivre ensemble est un pléonasme : si l'on est vivant, c'est forcément parce qu'on est relation, dans la fraternité.

(André Bajot, Socrates asbl, Barvaux)

Car, cela devrait tomber sous le sens, **l'être humain ne se construit que par et avec les autres**, contrairement à ce qu'affirme le mythe du « self-made man ».

“ Darwin disait que c'est par l'altruisme que l'espèce humaine est devenue supérieure aux autres. C'est grâce à l'altruisme qui est inscrit dans notre génétique que nous sommes devenus une espèce totalement supérieure aux autres et que nous ignorons justement la loi de la jungle dont les libéraux voudraient pourtant faire un paradigme.

Bernard Maris<sup>36</sup>

Se changer soi-même, c'est donc commencer par prendre conscience qu'on n'est rien sans les autres, et que les autres ont besoin de nous. L'altruisme et le collectif donnent sens à notre vie ; ce sont ces relations d'interdépendance qui nous rendent humains. Une évidence ? À observer le mode sur lequel se jouent les relations à l'école, dans beaucoup d'entreprises, sur la scène internationale, parfois dans les familles, on finirait par en douter.

“ Nous ne sommes que du collectif ! Le mérite n'est jamais totalement individuel. A mes yeux, **l'individu est une illusion**. Un homme seul n'est rien, du point de vue anthropologique. Nous avons tous été formés dans une matrice commune.

Alexis Jenni

Cultiver son monde intérieur, développer l'altruisme et s'engager dans des activités collectives sont **des formes de résistance** à un système qui mise tout sur le tape-à-l'œil, qui tend à nous diviser, à nous faire croire qu'on peut s'en sortir seul, qu'on ne peut s'élever qu'en rabaissant les autres, qu'il y a forcément des gagnants et des perdants. Une croyance qui se révèle vraiment dangereuse : « *Je pense que cette société, qui détruit systématiquement l'altruisme, la coopération, la fraternité, est extrêmement suicidaire* » (Bernard Maris)<sup>38</sup>



S'engager dans des activités collectives est une forme de résistance.  
© Espace 28 asbl

**Vivre, faire, être ensemble, c'est en quelque sorte « une douce révolte »**<sup>39</sup>. En d'autres mots, c'est aller à l'encontre de la « lutte des places<sup>40</sup> », de la loi du plus fort qui règne en maître au pays du capitalisme triomphant.

Et puis, Matthieu Ricard<sup>41</sup> n'est pas le seul à l'affirmer : être altruiste rend heureux. Faire quelque chose de positif ensemble, également. **Lajoie, quand elle est le fruit du vivre-ensemble, du faire-ensemble, de l'être-ensemble, n'a rien à voir avec le pseudo-bonheur formaté par les agences de publicité.** Bien souvent, contrairement au bonheur publicitaire, elle ne coûte pas grand-chose, parfois même elle permet de faire des économies, comme quand on cultive ensemble un jardin potager dont on partage la production. Cette joie-là, comme le dit Alexandre Jardin, « est contagieuse et donne accès la vraie vie ».<sup>42</sup>

“ Il faut répéter sans se lasser que ce qui existe sur terre n'est qu'une ombre du possible, une option entre mille autres. Nous avons été invités à jouer au jeu des dieux, à créer du frémissement, de l'ample, du vibrant – et non à visser l'écrou de la coercition sociale et des soi-disant impératifs économiques.

Christiane Singer,  
N'oublie pas les chevaux écumants du passé,  
Albin Michel, 2005, p.29.

36 Propos recueillis par Jean Cornil, dans Agir par la culture, n°41, printemps 2015.

37 Dans La Vie, 7 mai 2015.

38 Propos recueillis par Jean Cornil, dans Agir par la culture, n°41, printemps 2015.

39 En référence au documentaire « Une douce révolte ». Voir le site <http://www.unedoucerevolte.com/>

40 Allusion au livre « La lutte des places », de Vincent de Gaulejac et al., éd. Desclée de Brouwer, 1994.

41 Matthieu Ricard, Plaidoyer pour l'altruisme, La force de la bienveillance, Nil Editions, 2013.

42 Alexandre Jardin, Laissez-nous faire ! On a déjà commencé, Robert Laffont, 2015, p.206.

## ENSEMBLE, C'EST MIEUX : LA PREUVE PAR L'EXEMPLE

- **C'est l'histoire d'une BD-thèque qui devait déménager** depuis les locaux d'une paroisse vers des locaux tout proches appartenant à la ville. 30000 albums à déplacer ! On aurait pu louer un camion. Les responsables ont préféré envoyer un mail aux lecteurs de la bibliothèque pour demander leur collaboration. Résultat : une chaîne humaine d'un lieu à l'autre pour se passer les 30000 BD et les mener vers leur nouveau local, dans une ambiance, on l'imagine bien, de bonne humeur et de chaleur humaine. Trouver la bonne distance entre chaque maillon humain de la chaîne, ni trop loin ni trop près, ajuster ses mouvements sur ceux de ses voisins... une belle leçon de vivre- et de faire-ensemble ! L'opération s'est terminée autour d'un apéro, pour célébrer cette belle initiative.
- **C'est l'histoire d'un immeuble d'une cité sociale.** Douze locataires se partagent un bâtiment. On est là depuis au moins dix ans. On se connaît de vue, c'est tout juste si on se dit bonjour. On ne se parle guère. Et puis un jour, la société de logement annonce que les locataires vont être transférés dans un autre bâtiment et qu'ils sont invités à venir le visiter. Les voisins se retrouvent donc pour la visite et se rendent compte qu'il reste beaucoup à faire : il n'y a pas de meubles dans les cuisines et il faut peindre tous les murs. Chacun réfléchit de son côté aux aménagements qu'il faudra faire. Et puis un locataire propose d'acheter la peinture ensemble, pour réduire les coûts. Et voilà les 12 locataires ensemble au magasin de peinture, à choisir les couleurs et à négocier un prix avec le commerçant. Mais les choses ne s'arrêtent pas en si bon chemin : pourquoi ne pas peindre ensemble ? De fil en aiguille, on s'y met tous pour chacun : accrocher les lustres, récupérer les armoires des anciens appartements pour les nouvelles cuisines... Le soir, les femmes qui ne se sentent pas bricoleuses cuisinent et on mange tous ensemble... Et dire qu'on habitait le même immeuble depuis dix ans et qu'on ne se parlait pas...
- **C'est l'histoire d'une troupe de théâtre-action.** La pièce « Le ressort », écrite et interprétée par « Les Grains de sel », a été jouée plus de 40 fois. Au bout du compte : un bénéfice d'environ 2000 euros, que le responsable, Bruno Hesbois, a gardé sur un compte. Est venu le moment de décider ensemble de l'usage de cette somme. La solution la plus simple qui s'est présentée, c'est de se répartir les bénéfices : après tout, ils reviennent aux acteurs qui ont donné du temps et de l'énergie – du travail, quoi – pour que vive cette pièce. En plus, émergeant au CPAS, une petite somme serait venue bien à point en ce début d'hiver où l'on remplit les cuves à mazout. Mais, très vite, les participants ont changé d'avis : « cet argent a été gagné par la troupe de théâtre et il doit rester et servir au groupe ». La cagnotte ainsi mutualisée servira pour une soirée au théâtre, une excursion, bref une activité commune.

L'avez-vous remarqué ? En quelques lignes, nous sommes passés spontanément du changement personnel à l'ouverture à l'autre, à l'altruisme. Logique. Cependant, nous pourrions en rester au stade des bonnes intentions, aimer le monde entier sans sortir de notre maison ou de notre quartier. Au moment d'aller vraiment à la rencontre de l'autre, les choses se compliquent parfois – souvent, en fait. « *Je n'ai rien contre les chinois – les pauvres – les noirs – les étrangers – les ..., mais quand même, ils ne sont pas comme nous* ».

## B. VAINCRE LES PRÉJUGÉS, RENCONTRER L'AUTRE

**Lutter contre ces préjugés** est un travail de fond, toujours à recommencer. La méconnaissance de l'autre est, selon les associations rencontrées, le principal obstacle au vivre-ensemble dans la vie quotidienne. Pour apprendre à se connaître, rien de tel que de **susciter la rencontre** entre des personnes qui ne se rencontrent pas d'habitude, sans jugement, en partant de ce que sont les gens.

La règle numéro un, pour se défaire des idées reçues, est de regarder celui ou celle que l'on

rencontre avant tout comme une personne, avec son identité propre (ses identités, faudrait-il dire pour rejoindre Amin Maalouf<sup>43</sup>), et pas d'emblée comme appartenant à telle religion, telle culture. Prendre pour postulat que, en tant qu'êtres humains, **nous avons plus de choses en commun que de choses qui nous séparent.**

“ Si tu penses comme moi, tu es mon frère. Si tu ne penses pas comme moi, tu es deux fois mon frère, car tu m'ouvres à un autre monde.

Amadou Hampaté Bâ,  
écrivain et ethnologue malien

En matière de rencontres, les associations de lutte contre la pauvreté mènent un travail aussi fondamental qu'ignoré du grand public et, souvent, des politiques. Il peut s'agir d'animations dans les écoles, en suscitant des rencontres interculturelles, comme le fait notamment l'asbl Hirondelle, à Perwez. Il peut s'agir de la rencontre entre des personnes âgées en maison de repos et des aides-soignantes africaines, formées par le Collectif des Femmes, à Louvain-la-Neuve. « *Au début du stage, certaines personnes étaient réticentes à être soignées par des femmes africaines, raconte Pamela Dattoli. Une fois les craintes surmontées, plusieurs ne voulaient plus se faire soigner que par elles, tant elles appréciaient leurs qualités humaines.* »



Regarder l'autre avant tout comme une personne.  
© Espace 28 asbl

Il peut s'agir aussi d'événements festifs : le Collectif des femmes africaines du Hainaut organise depuis plusieurs années un festival dénommé « Africulture », qui montre différents aspects de la culture africaine, principalement à destination des jeunes. Des artistes connus des jeunes, une *flash mob*, des stands, de la dégustation de cuisine africaine... Et ça marche ! Les écoles en redemandent. En 2015, 450 enfants ont été touchés.

A Ottignies, l'asbl Génération Espoir organise depuis plusieurs années des rencontres-débat autour du vivre-ensemble, sous l'intitulé « Divers-cité ». Ces rencontres sont ouvertes à tout le monde. Le thème est éclairé chaque année d'un point de vue différent. En 2015, elles ont par exemple abordé le rôle des médias dans le vivre-ensemble. Divers-cité, c'est une invitation à la rencontre entre personnes de cultures, de religions, de milieux sociaux différents. Pas question de nier ces différences, ni les points de vue divergents. Il s'agit plutôt de se parler, et de voir comment vivre ensemble avec ces différences et ces divergences.

**La culture et la religion sont des lieux du vivre-ensemble.** La culture, en tant qu'expression des identités – des identités forcément plurielles, aussi nombreuses qu'il y a de personnes à « identifier » – et changeantes au fil d'une vie, ne peut se vivre qu'à plusieurs, dans la relation : pas de fête populaire sans foule, de concert sans public, d'œuvre d'art sans spectateurs... La culture est ce qui rassemble.

Quant aux religions, elles se vivent généralement en communauté – on se réunit pour le culte, les grandes fêtes, les moments importants de la vie – et partagent toutes des grands principes de respect de l'autre et de solidarité avec les plus faibles. Au-delà de leur diversité, elles reflètent une même recherche de sens, un même questionnement par rapport au sens de la vie et à la part de la réalité qui dépasse notre perception humaine.

**L'actualité est là pour nous le rappeler : culture et religion peuvent aussi être sources de division.** Se sentant non respectées ou

43 Au sujet des identités, on peut lire ou relire « Les identités meurtrières », d'Amin Maalouf, 1998. Pour lui, l'identité est une multiplicité d'appartenances (famille, pays, profession, langue, ethnie, classe sociale, religion) qui fait de chacun un être unique. L'identité se construit et se transforme au cours de l'existence. Reconnaître la multiplicité des appartenances permet de ne pas se laisser enfermer dans un « camp », un « nous » contre « eux ».

menacées dans leur existence, des personnes, des communautés se replient sur un aspect de leur identité culturelle ou religieuse. Les religions servent alors à ériger les différences en principe d'exclusion – depuis les préjugés jusqu'à la violence meurtrière – plutôt qu'à susciter la rencontre et la fraternité.

## 1. Au cœur de la culture, la rencontre (et inversement)

Se découvrir co-créateur, s'exprimer avec d'autres, découvrir ce que d'autres expriment... c'est important pour chacun, mais surtout pour les personnes pauvres et/ou exclues, et notamment les jeunes. Beaucoup considèrent que la culture est un luxe inutile pour ceux qui vivent dans la pauvreté ou qui ont un faible niveau de formation. C'est oublier que **la culture, c'est ce qui nous relie aux autres, ce qui fait que nous appartenons à la même société**. Et que créer ensemble, c'est vivre ensemble plus intensément et se donner la chance de se découvrir mutuellement, en faisant fi des idées toutes-faites.



Créer quelque chose ensemble pour favoriser la rencontre.  
© Service social du Laveu

Pour se rencontrer, se parler, s'enrichir de nos différences réciproques, rien ne vaut le fait de faire quelque chose ensemble, et plus précisément de **créer quelque chose ensemble**. Dans de nombreuses associations, c'est par exemple autour de repas internationaux que chacun-e peut montrer et faire apprécier sa culture. **La création artistique** sous toutes ses formes est

aussi **un lieu de rencontre et de découverte mutuelle au-delà des préjugés**. Quelques exemples :

Au **Service d'entraide migrants (SEM)** à Gembloux, il fallait marquer les dix ans de l'association. Un atelier théâtre a été mis sur pied, auquel se sont inscrits des migrants et des bénéficiaires du CPAS. Les préjugés des uns sur les autres (et inversement !) ont pu être dépassés pour aboutir à une rencontre très riche. « *A travers le théâtre, on a établi une relation qu'on n'aurait pas pu établir sans cela* », témoigne Urinda Hernandez, la présidente de l'association.

Au **Miroir Vagabond**, à Hotton, les groupes d'alphabétisation (belges et étrangers) passent chaque année quinze jours à réaliser un travail théâtral, qui aboutit à un spectacle, suivi d'un micro-trottoir où les participants interrogent les spectateurs sur leur ressenti : « qu'est-ce que, selon vous, une personne intégrée ? ».

À **La Moisson**, maison d'accueil à Houmont, les résidents écrivent aussi des pièces de théâtre en collaboration avec Alvéole Théâtre. Edith et Kadija apprécient le fait qu'en résidant à La Moisson, elles ont appris et apprennent à s'ouvrir sur les autres, à les connaître, à revoir leurs préjugés, à ne plus juger.

A **La Ruelle** (Saint-Josse), les différentes origines culturelles ne posent pas de problème dans les ateliers créatifs. Au contraire, on crée des travaux collectifs où chacun-e peut apporter sa pierre. Quand des stéréotypes sont exprimés, on les travaille ensemble, et le respect s'installe. Lors du spectacle donné par les enfants dans un parc, toutes les mamans, toutes nationalités confondues, s'asseyent côte à côte pour regarder les enfants.

Bernard Hesbois anime des ateliers de cirque avec différents publics au sein de son association « **Les nez coiffés** ». Pour préparer la Zinneke Parade, il a suscité la rencontre entre des jeunes de Molenbeek et d'autres d'Eghezée. Ces derniers se sont rendus compte qu'ils étaient beaucoup plus proches des jeunes de Molenbeek que des jeunes de milieux favorisés de leur propre commune.

A Perwez, l'asbl **Hirondelle** organise quatre fois par an des séances de cinéma gratuites, ouvertes à tous, avec un film qui permet d'ouvrir un débat. D'une part, cela donne accès à la culture, dans des communes où il n'y a plus de cinéma depuis longtemps et, d'autre part, cela permet aux habitants de débattre de sujets de société, de s'exprimer et de se former une opinion éclairée.

Les cultures diffèrent aussi d'une génération à l'autre et en transmettre la mémoire est important. À **La Barricade** (Saint-Josse), les enfants participent à des rencontres avec des anciens de la commune qui leur racontent comment était le Saint-Josse de leur enfance. Les enfants sont ensuite invités à inventer la commune dont ils rêvent pour quand ils seront adultes.

Ces quelques exemples laissent entrevoir **l'importance du travail des associations pour tisser le vivre-ensemble au jour le jour**, en leur sein et avec le reste de la société. Que dire alors quand on voit que les budgets alloués à la fois à la culture et au secteur associatif fondent comme neige au triste soleil de l'austérité ?

“ Comment ne pas voir que chaque subside retiré à la culture et à l'éducation devra être multiplié par cent pour renflouer les services médicaux, l'aide sociale et la sécurité policière ? Car sans connaissances, sans vision et sans fertilité imaginaire, toute société sombre tôt ou tard dans le non-sens et l'agression.

Christiane Singer,  
N'oublie pas les chevaux écumants du passé,  
Albin Michel, 2005, p.14.



Le théâtre-action : une création collective qui aide chacun(e) à se [re]construire.  
© Marchienne Babel

Où pouvons-nous collectivement nous approprier une dimension symbolique, partager une langue, une mémoire et un imaginaire ? Nous initier aux mystères de la vie et des origines ? Aux ruses de l'amour et à l'angoisse de la mort ? Où pouvons-nous interroger la morale et questionner nos valeurs communes ? Esquisser un rapport critique à l'Histoire et aux structures sociales ? Dessiner l'ébauche d'une cosmogonie ?

Où, si ce n'est, précisément, dans le champ culturel ? C'est là, dans les livres, sur les écrans et sur les scènes, **c'est là, et nulle part ailleurs, que le lien social peut aujourd'hui se tisser et se retendre**. Ne pas comprendre cet enjeu, c'est mettre en danger de mort ce qui fonde l'existence même de la Cité. Car la nature a horreur du vide, et **si ce besoin identitaire ne se résout pas dans le champ culturel, il se résoudra ailleurs**, dans les urnes par la montée des mouvements xénophobes, dans les esprits par la résurgence des intégrismes, dans la rue par la violence des bandes et des truands.

C'est encore plus vrai en Belgique, dans ce pays mécano, ce pays virtuel, ce pays en chantier perpétuel, alors que l'Europe brouille toutes les frontières, alors que la mondialisation bouscule toutes les identités.

Puissions-nous donc provisoirement conclure : « Ô princes qui tenez la culture dans vos corsets budgétaires, si notre sort ne vous émeut pas, souciez-vous au moins du vôtre. Car en sacrifiant la culture, c'est la Cité que vous condamnerez – et, avec elle, ceux qui la gouvernent. »<sup>44</sup>

44 Claude Semal, « Pour en finir avec la culture », in Pour en finir avec – La Belgique de Merckx à Marx, Luc Pire, 2007, cité dans Echos, Bruxelles laïque, n°88, 1<sup>er</sup> trim. 2015.

## 2. Reli(e)-gion ou division ?

La religion ? Attention, sujet sensible ! On sent parfois une réticence à aborder les sujets religieux, tant on a peur qu'ils ne fâchent. La laïcité à la française, encore aiguisée par les « événements » de janvier 2015, tend à bannir toute présence du religieux dans l'espace public, tandis qu'en Belgique, où la laïcité consiste plus à organiser la coexistence harmonieuse des différentes convictions, on oscille entre ouverture d'esprit et intolérance face à des signes d'appartenance religieuse trop visibles – on dit « ostentatoires ».

“ ...l'ennemi de la laïcité n'est pas tellement le religieux (...). C'est plutôt l'effondrement social et le fait que l'accroissement des inégalités ait créé des antagonismes, des haines, des refus de l'autre. Tout cela peut se traduire par un retour du religieux extrémiste.

Bernard Maris  
(Propos recueillis par Jean Cornil,  
dans *Agir par la culture*, n°41, printemps 2015)

Le sujet est d'autant plus difficile à aborder qu'il touche à la fois au plus intime de la personne et à la culture, à l'histoire, à la politique. Pourtant, vouloir cantonner la dimension religieuse uniquement dans la sphère privée peut être perçu comme une forme de dénigrement et ne peut que provoquer des réactions de repli et de crispation. On veut interdire le voile ? Il deviendra alors pour certaines jeunes filles et femmes une façon de s'affirmer, d'affirmer le droit d'être ce qu'elles sont.

**Chassez le religieux par la porte de la laïcité, il reviendra par la fenêtre de la violence intégriste.** Pour Patrick Viveret, « la grande majorité des croyants constituent un appui potentiel pour des luttes démocratiques, compris contre l'instrumentalisation de leur foi par des postures intégristes. Mais si ces millions de personnes croient que la promotion de la laïcité imposera à terme de renoncer à sa foi ou de la traiter comme un simple résidu obscurantiste alors, évidemment, ils en seront plutôt des adversaires au moins passifs et ne s'opposeront pas ouvertement à la minorité

*intégriste qui se présentera comme la seule capable de défendre leur droit à la croyance. »*<sup>45</sup>

Selon lui, renvoyer les questions de sens et la spiritualité à la seule sphère privée, c'est laisser la place, dans le vide ainsi créé dans la sphère publique, pour ce qu'il nomme « l'éco-religion », celle qui donne sens à la vie par la possession, le paraître et l'égoïsme ; une vie où le progrès ne peut être que scientifique et technique. Or, cette *écoreligion* est aujourd'hui « en panne », dans la mesure où elle ne tient pas ses promesses et qu'elle crée un désert économique, social, écologique et spirituel. Dès lors, « **le risque grandit que les communautés religieuses deviennent les seuls lieux où l'individu peut trouver chaleur, reconnaissance et un sens à la vie.** »<sup>46</sup>

Dans certaines de ces communautés, ces bienfaits restent des bienfaits dans la mesure où elles restent fondées sur l'ouverture d'esprit et l'amour du prochain, quel qu'il soit. Dans d'autres, ils deviennent dangereux car ils sont utilisés à des fins de manipulation affective au service de la radicalisation et de la haine de l'autre.

Laisser au religieux une place dans l'espace et dans le débat publics, c'est « *rapatrier les attentes sociales et symboliques dans le giron de la démocratie*<sup>47</sup> ».

Les attentats de janvier à la rédaction de Charlie-Hebdo et au supermarché casher ont violemment remis la religion sous les spots des médias. Pour souligner la montée de l'islamophobie et de l'antisémitisme, bien sûr. Mais ils ont aussi été l'occasion de se rassembler, de se rencontrer, de débattre, de donner la parole à des intellectuels de diverses religions ou cultures religieuses, qui sont tous « **artisans de paix** ». Souvenons-nous de Mark Halter (« Réconciliez-vous ! »), d'Abdenour Bidar (« Plaidoyer pour la fraternité ») ou Patrick Viveret (« Fraternité, j'écris ton nom ! ») ...

A Sant-Egidio<sup>48</sup>, on tient à souligner les effets malgré tout salutaires des attentats de janvier 2015 : on constate que les gens sont plus conscients qu'il existe un problème de vivre-ensemble et affirment leur volonté de bien vivre

45 Patrick Viveret, *Fraternité, j'écris ton nom !*, Les Liens qui Libèrent, 2015, p.50

46 Id., p. 52.

47 M. Foessel, *Les croyances de l'homme démocratique. Habermas et la question religieuse*, dans *Esprit*, janvier 2013, p.53-67. Cité par Joseph Dewez et al., *Les convictions, en débat ou au vestiaire*, CEFOC, décembre 2014.

48 Visites personnes âgées, contacts avec SDF et 1 repas/semaine, encadrement d'enfants défavorisés (sans-papiers, immigrés) par des jeunes).

ensemble. Les obstacles ? Surtout l'ignorance et le manque d'occasions, de lieux structurels de rencontre où les gens peuvent échanger.

**Un drame**, tout horrible qu'il soit, **peut susciter de belles choses**. Cela permet peut-être de croire qu'il a été un peu moins absurde. Il y a quelques années, par exemple, un homme a tué son voisin imam à Anvers, par pur racisme. Suite à cela, un rabbin, un iman et un prêtre catholique ont commencé à se rencontrer. Ces rencontres durent toujours et ils se rendent ensemble dans les écoles pour témoigner.



Ensemble pour la paix : un drame peut susciter de belles choses.  
© Sant-Egidio

C'est dans ce même esprit que, le 15 mars 2015, une marche interreligieuse a eu lieu à Bruxelles. Les représentants des grandes religions et de la laïcité ont marché côte à côte. L'événement était coordonné et organisé par la Communauté Sant-Egidio, qui avait déjà fait ses preuves dans ce genre de manifestation à l'occasion de « Peace in the future » organisée à Anvers en septembre 2014. Le message commun était « Oui à la liberté, au respect mutuel et au vivre-ensemble ». Elle a remporté un grand succès (3500 personnes) et s'est déroulée dans une ambiance très positive<sup>49</sup>. Ce message commun est aussi celui qui a suscité d'autres gestes de fraternité qui ont émaillé les semaines et les mois qui ont suivi les attentats. Des musulmans ont formé une « chaîne de la paix » autour de la synagogue d'Oslo. Plus récemment, des musulmans ont récolté des fonds et fait un don à la communauté juive locale pour la restauration de la synagogue d'Arlon.

Cette marche, ces gestes fraternels répondent à un besoin commun : celui de **réagir à la barbarie**, de **réaffirmer ensemble la valeur sacrée de la vie** ; pour les musulmans, de se démarquer des terroristes, et probablement, d'une soif de dialoguer, de chercher ce qui nous rapproche sans nier les différences ni les divergences.

De plus en plus, des auteurs mettent en avant le « tronc commun » des grandes traditions religieuses et spirituelles, soulignant ce qui nous unit et peut nous servir de repère commun plutôt que ce qui nous divise.<sup>50</sup>

“ Croyants et incroyants, nous ne sommes ici séparés que par ce que nous ignorons. Cela n'annule pas nos désaccords mais en relativise la portée. Il serait fou d'attacher davantage d'importance à ce que nous ignorons, qui nous sépare, qu'à ce que nous savons très bien, d'expérience et de cœur, et qui nous rapproche : ce qui fait la valeur d'une vie humaine, ce n'est pas la foi, ce n'est pas l'espérance, c'est la quantité d'amour, de compassion et de justice dont on est capable !

[André Comte-Sponville<sup>51</sup>]

**Les associations**, où se retrouvent au quotidien des jeunes et des adultes de toutes les confessions (ou sans confession), **travaillent spontanément à ce dialogue**.

A **La Barricade** (Saint-Josse), le sujet religieux est abordé de manière implicite. Le lundi, il y a pour les enfants une séance qu'on pourrait qualifier d'instruction citoyenne et morale. Quand on y aborde la religion, on sent que l'atmosphère est un peu plus tendue que pour les autres sujets. C'est plus facile à aborder avec les enfants qu'avec les adultes, on sent que les choses changent.

A **Arc-en-Terre**, à Charleroi, une rencontre interconvictionnelle a rassemblé 90 personnes pour des échanges suivis d'un repas. Chacun a eu la possibilité de témoigner. C'est une grande richesse de pouvoir dire chacun qui on est : on se connaît mieux et, du coup, la peur disparaît. Cela permet par exemple de briser l'amalgame islam/islamisme.

49 Voir l'article de La Libre Belgique : <http://www.lalibre.be/actu/belgique/plus-de-3-500-personnes-ont-marche-sous-le-slogan-together-in-peace-5505b56c3570c8b952a09a86> et le site de l'organisation : <http://togetherinpeace.be/>

50 Voir notamment « L'âme du monde », de Frédéric Lenoir.

51 L'esprit de l'athéisme. Introduction à une spiritualité sans Dieu, Paris, Albin Michel, 2006.

Il y a huit ans, à Marche, il y a eu une demande des jeunes de la communauté turque de travailler sur les préjugés à leur égard. Un projet a été mis en place, qui est remonté aux origines de ces préjugés, un travail s'est fait dans les écoles, une visite de la mosquée a été organisée... Malheureusement, aujourd'hui, il n'y a plus vraiment de contact avec cette communauté. Peut-être le fossé s'est-il creusé ?

**L'école** a un rôle important à jouer, pour que les enfants connaissent les autres religions et qu'elles ne soient plus un obstacle au vivre-ensemble. Mais cela doit se faire **avec respect, pédagogie et délicatesse** : il faut parfois dépasser les peurs et rassurer certains parents : connaître une autre religion ne veut pas dire s'y convertir ni la pratiquer de force ! Ainsi, à Ottignies, une école catholique avait prévu une animation à l'église à l'occasion de Pâques. Apprenant cela, de nombreux parents musulmans ont cru que leur enfant allait devoir participer à une eucharistie et ont décidé de garder leur enfant à la maison ce jour-là. Grâce à l'intervention d'Aïcha Adahman, de l'asbl Génération Espoir, par ailleurs maman d'élèves, enseignants et parents ont éclairci la question et la teneur de ce qui allait se passer à l'église a pu être précisée.

### 3. Ghettos sociaux ?

Dans une société où les écarts de revenus sont énormes, les espaces géographiques où vivent les « riches » et les « pauvres »<sup>52</sup> sont souvent cloisonnés, la rencontre *in vivo* n'est pas spontanée, quand elle n'est pas évitée, par peur de l'inconnu, d'un côté comme de l'autre<sup>53</sup>.

“ La Barricade (Saint-Josse) a participé, avec les enfants, à la Zinneke Parade. Cela a été pour les enfants l'occasion de découvrir la Grand-Place et le centre-ville qu'ils n'avaient jamais vus alors qu'ils habitent à seulement 1 km de là ! Ce fait illustre bien que la proximité géographique ne fait pas automatiquement le vivre-ensemble ! Riches et pauvres, chacun dans leur quartier, vivent dans un espace limité par des frontières invisibles.

Dès les primaires, les enfants tendent à être regroupés dans des écoles différentes en fonction de leur milieu social. Dès lors que le quartier est socialement marqué (favorisé ou au contraire défavorisé), l'école sera marquée également. Ce constat se vérifie tout autant dans le secondaire, avec en plus l'orientation vers l'enseignement qualifiant technique et professionnel pour les moins favorisés et les filières d'enseignement général – voire les écoles élitistes – pour les plus nantis.

Plus tard, les jeunes fréquentant l'enseignement supérieur n'ont plus guère l'occasion de côtoyer ceux qui sont entrés directement sur le marché de l'emploi.

« A Saint-Josse, où les quartiers pauvres voisinent avec les bureaux, les plus riches sont dans leur tour et ne rencontrent pas les pauvres », constate Charles, de l'association La Ruelle.

### Associations, jeteuses de ponts

Alors, où se rencontrer, puisqu'il n'y a plus ce fameux service militaire qui – pour les garçons au moins – mélangeait les classes sociales, le temps de quelques mois ? Les associations de lutte contre la pauvreté, *a priori*, rassemblent des gens issus de milieux défavorisés. Pourtant, les classes sociales peuvent s'y rencontrer. Par les bénévoles qui y travaillent, par les activités qu'elles organisent, elles sont des lieux de vivre-ensemble.

“ Avant, je jugeais beaucoup plus. La cigarette, la télé, même l'alcool, je comprends qu'on en ait besoin quand on n'a plus rien d'autre. Parce que j'ai découvert aussi combien la pauvreté isole : on ne sort plus, on n'invite plus chez soi... Je vois bien et j'admets maintenant que les priorités que nous avons ne sont pas les mêmes que celles de ceux qui vivent dans la pauvreté.

Mathy Heirman, fondatrice du « P'tit Maga », épicerie sociale à Braine-l'Alleud.

<sup>52</sup> Par « riches », nous entendons ici ceux et celles qui ont au moins de quoi se payer un logement qui leur convient, la nourriture qu'ils choisissent, les frais courants et quelques extras ou imprévus. Ceux qui sont, comme on dit, « à l'abri du besoin ». Les pauvres étant, en toute logique, ceux et celles pour qui ces frais de base posent problème.

<sup>53</sup> Au sujet des jeunes Bruxellois, l'asbl Samarçande a réalisé une intéressante recherche sur les représentations géographiques que se font des adolescents de leur environnement : <http://www.samarçande.be/IMG/pdf/jeunesenville-bruxellesados.pdf>

Quelques exemples : **Les Nez Coiffés** proposent des projets (cirque, théâtre) qui associent les jeunes des classes de 1<sup>e</sup> différenciée<sup>54</sup> et d'autres qui participent à des ateliers payants. Certains acceptent, parce qu'ils connaissent l'association et ses animateurs, même si d'autres refusent, « *parce qu'il y a des pauvres* ».

Houmont est un petit village et les préjugés allaient bon train sur les résidents de **La Moisson**, maison d'accueil pour personnes sans logement. Pourtant, peu à peu, la mentalité a changé : au marché, les beaux légumes bio du potager suscitent l'intérêt du maraîcher voisin, la participation à la fête du village favorise la connaissance réciproque, un échange de machines avec les fermiers du voisinage encourage l'entraide...

La rencontre est plus facile autour d'un bon repas, beaucoup d'associations en font l'heureuse expérience : un resto d'économie sociale, un bar à soupes sont des lieux où les habitants et travailleurs des environs ont plaisir à prendre leur pause de midi. A **La Chom'hier**, le resto attire des habitants de la commune, et devient ainsi un lieu de rencontre entre citoyens de divers horizons. On peut aussi aller se régaler au Gerموir, sur le site d'économie sociale Monceau-Fontaines (Monceau-sur-Sambre), au Bar à soupes à Comblain-au-Pont ou à Barvaux...

### Fertiles mélanges

Au sein même d'une association, il peut y avoir des **rencontres inédites**, qui portent des fruits parfois insoupçonnés. Les Chemins de travers-se, association située à Braine-l'Alleud, propose à des personnes sortant de prison, à des personnes handicapées et à quiconque veut se joindre à l'aventure de participer à des randonnées avec des « joëlettes », chaises roulantes à une seule roue<sup>55</sup>.

« *Le contexte est enthousiasmant*, explique Christine Deltour, fondatrice de l'association. *Il aide à la rencontre entre ces personnes particulières aux vécus très différents. Les personnes*

*handicapées ont découvert qu'elles ont un terreau commun avec celles qui sortent de prison : l'emprisonnement. Dans le corps, dans la tête, dans la cellule. Avec un passé à porter, dont on ne peut pas se défaire, qu'il soit visible ou invisible. Cela crée des connivences. En randonnée comme dans leur vie quotidienne, ils doivent franchir des barrières, des obstacles, faire face aux préjugés et à la discrimination, compter sur les autres et les aider, faire confiance. Quand un jeune sortant de prison qui se plaint de peiner à trouver une emploi rencontre un autre jeune, infirme moteur cérébral, qui a écrit laborieusement et envoyé 350 lettres de candidature avant de décrocher un poste à mi-temps, le premier relativise, reprend son courage à deux mains et se remet en route ».*

“ Libéré de prison ou en fauteuil roulant, dur d'oreille ou malvoyant, nous avons un point commun : nous nous sentons incomplets, comme inachevés. Ensemble, nos manques se comblent et, tout à coup, la vie s'ouvre à nous.

René

Un pas plus loin : l'association a mis en place un habitat solidaire, dans une grande maison louée à Braine-l'Alleud. Ensemble, personnes handicapées, récemment libérées, en situation précaire, construisent un vivre-ensemble quotidien, fondé sur la solidarité et le partage. Loin du contexte extraordinaire d'une randonnée en montagne, on apprend à partager la cuisine, la salle de bains, à baisser le son de la télé et à ne pas chahuter à toute heure. « *Chacun doit se sentir dans le besoin par rapport aux autres* », explique Christine Deltour, membre de l'association. Kévin, jeune homme très peu scolarisé, a aidé sa colocataire plus âgée à installer son ordinateur, à établir la connexion internet, etc. Celle-ci, en échange, lui cuisine un repas une fois par semaine. Le vivre-ensemble se construit ainsi au jour le jour, notamment grâce à une réunion hebdomadaire avec des accompagnants de l'association, où



L'habitat solidaire : apprendre à vivre ensemble au quotidien.  
© Les Chemins de Traver-se

54 La 1<sup>e</sup> différenciée accueille les jeunes qui n'ont pas obtenu leur Certificat d'études de base (6<sup>e</sup> primaire), leur propose un suivi spécifique afin de combler leurs lacunes et de leur permettre de poursuivre leur scolarité dans le secondaire.  
55 Voir leur site <http://leschemins.wix.com/chemins>

l'on peut s'exprimer sur ce qui va et ne va pas et aider chacun-e à ajuster son comportement. « Pour certains, dont le parcours est particulièrement difficile, le mot solidarité ne signifie rien, constate Christine Deltour. C'est un terme qui est trop abstrait pour eux ».

Cette expérience montre que le vivre-ensemble, c'est aussi tout à fait concret, « au ras des pâquerettes », et que ce n'est pas toujours facile. Vivre ensemble, au-delà des discours, c'est être confronté, au quotidien, à d'autres façons de vivre. Si nous vivons souvent entre personnes issues d'un même milieu, d'une même culture, quelle qu'ils soient, c'est notamment par confort : il y a entre nous un accord implicite, issu de l'éducation ou du mode de vie,

sur un certain nombre de codes, de comportements, d'habitudes.

Plusieurs associations pointent **cette difficulté de vivre ensemble au quotidien**. Quand un sans-abri prépare le repas communautaire, par exemple, il ne juge pas toujours utile de respecter les règles d'hygiène habituellement en vigueur dans une cuisine. « Quand ils voient qui cuisine, certains ont l'appétit coupé et ne veulent pas toucher la nourriture ». Partager les toilettes, parfois une salle de bains dans le cas de maisons d'accueil ou d'habitats groupés, quand on n'a pas les mêmes exigences, ce n'est pas facile. L'ordre, le bruit peuvent être d'autres sujets de friction quand on partage un espace de vie commun.

## RENDEZ-VOUS MANQUÉS

Il arrive aussi que les tentatives de jeter des ponts entre deux mondes sociaux connaissent des « couacs » : Badje<sup>56</sup>, en 2013, a été sollicité pour une formation pour sensibiliser les directeurs d'institutions à l'accueil des personnes précarisées. Des témoins du vécu avaient été invités pour témoigner devant les trente participants. Cela a suscité une levée de boucliers et une forte agressivité : « vous montrez ces personnes comme des animaux dans un zoo », etc. Le résultat a donc été inverse de celui recherché.

À La Ruelle (Saint-Josse), le public de l'association compte notamment des sans-abri. Ils ne s'intègrent pratiquement pas aux activités organisées par l'association, car ils sont dans un état physique et/ou psychologique trop dégradé, ont une hygiène déficiente qui dérange, etc. Quand l'exclusion est trop forte, la rencontre devient difficile. Les Roms ont également du mal à s'intégrer dans les activités de l'association : la distance culturelle semble trop importante.

### Témoigner, porter la parole

Ils vivent la pauvreté. Grâce à une association, ils ont retrouvé leur dignité, leur fierté, la conscience de leur valeur. Ils ont envie de partager ce qu'ils vivent. Pour faire changer les mentalités, casser les murs qui séparent les pauvres du reste de la société. Pour faire bouger les politiques, aussi. On les appelle **témoins du vécu**.

Ces témoins du vécu **sont de précieux (r)appels à la réalité**, par exemple pour des hommes et femmes politiques par trop déconnectés de la « vraie vie ». Lors de la présentation des rapports

sur la pauvreté, ces personnes qui savent mieux que tous les experts ce qu'est la pauvreté viennent la raconter devant les parlementaires afin d'étayer les propositions du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Pour elles, c'est une reconnaissance de leur parcours, de leur combat, des épreuves qu'elles surmontent. C'est une contribution à un meilleur vivre-ensemble, car elles parlent aussi au nom de tous ceux et celles qui sont concerné-e-s par les mesures de lutte contre les inégalités. Pour les politiques, c'est un pont jeté vers une face de la réalité qui sinon n'existe pour eux que dans les statistiques et les rapports écrits.



Jean-Pierre a témoigné à l'Université de Mons.

© Vivre Ensemble

Ils sont tout aussi précieux aussi quand ils **rencontrent** les étudiants, **futurs travailleurs sociaux**. Par exemple, Jean-Pierre, membre de la maison communautaire « La Rochelle », à Roux, figurait sur l'affiche de la campagne de Vivre Ensemble en 2010, avec un court témoignage. Cette

soudaine mise en avant l'a amené jusque dans un auditoire de l'Université de Mons, où il a eu l'occasion de témoigner de son parcours cabossé. La Rochelle essaie aujourd'hui d'intervenir de façon systématique dans la formation des futurs professionnels du social dans les hautes écoles.

De même, les stagiaires qui choisissent une association ont l'occasion d'aller à la rencontre des différences et de remettre en question leurs préjugés.

Pour favoriser la rencontre entre les cultures, les convictions et les classes sociales, certains émettent l'idée d'**instaurer un service citoyen obligatoire**, qui permettrait aux jeunes de rencontrer d'autres jeunes de tous les horizons, et de vivre concrètement la joie d'être utile et d'agir ensemble pour le bien de la communauté. C'est l'espoir de la Plate-forme pour le service citoyen, qui met en œuvre ce type de démarche pour les Bruxellois, comme le fait Solidar'cité en Wallonie. Le service volontaire européen élargit encore plus l'horizon du jeune, puisqu'il lui permet d'aller passer quelques mois dans une association d'un autre pays européen. Voilà de quoi récupérer, de façon totalement pacifiste et pacifique, les bienfaits de feu-le service militaire !

## C. CHANGEONS LE MONDE ENSEMBLE

Vivre ensemble sans but commun n'a guère de sens. De plus, vu la façon dont le monde tourne,

à quoi bon s'efforcer de vivre ensemble au XXI<sup>e</sup> siècle, si ce n'est pour changer ensemble et aller vers plus d'égalité, de justice, de bienveillance, de joie, de vie ?

Pour ce faire, de multiples chemins sont possibles. Explorons-en brièvement trois : l'éducation, l'économie sociale et solidaire et les initiatives dites « de transition ».

### 1. L'éducation

#### ✓ A l'école

Nous avons déjà abordé la question de l'école à propos des inégalités sociales qu'elle ne parvient pas à enrayer, voire, pire, qu'elle reproduit et amplifie. C'est un vaste ouvrage à remettre sans cesse sur le métier.

Pour changer le monde, nous avons besoin de citoyens qui soient en mesure d'imaginer et de mettre en œuvre de nouvelles façons de vivre en société. Dans cette perspective, l'école doit impérativement faire sa révolution copernicienne : quitter la logique de la sélection, de la compétition, du savoir descendant et souvent déconnecté du vécu, pour **encourager la coopération, l'entraide, la valorisation de toutes les intelligences, la participation démocratique**.



L'école doit faire sa révolution copernicienne

© Entraide et Fraternité

Aujourd'hui, les élèves viennent trop souvent à l'école en consommateurs passifs et contraints. Faire de l'apprentissage une démarche active qui mobilise et valorise toutes sortes de compétences et d'intelligences, impliquer les élèves

dans la gestion de leur école, qu'il s'agisse des infrastructures ou des règles de fonctionnement, les préparera mieux à leur vie de citoyens actifs que ne le fait l'école telle qu'elle est aujourd'hui.

Elle doit aussi **s'ouvrir sur le monde extérieur**, en faisant se rencontrer les personnes de publics différents ou en invitant des acteurs associatifs, sociaux, culturels, spirituels, professionnels à intervenir dans les apprentissages. « *Etre citoyen, ce n'est pas mettre un bulletin dans l'urne. Etre citoyen, c'est sortir de chez soi et éprouver un plaisir à sortir de chez soi. C'est vraiment la rencontre avec les autres qui fait que votre passage sur terre est puissant ou non* ». <sup>57</sup>

Au niveau pédagogique, l'école gagnerait à aller voir du côté des méthodes de l'éducation populaire, qui rend les personnes actrices, auteures de leurs apprentissages, dans une perspective d'émancipation individuelle et de changement social.

Les récents remous autour du caractère facultatif des **cours confessionnels** dans l'enseignement officiel a rouvert le débat sur un cours de citoyenneté à l'école. On ne peut que s'en réjouir, en tout cas si ce cours ne néglige pas les fondements philosophiques et religieux qui structurent notre pensée et notre société.

Un cours de citoyenneté à l'école ? Oui, mais... la citoyenneté, comme la mixité sociale, ça ne se décrète pas. « *Si le monde laïque demande si fort un cours de citoyenneté, c'est parce qu'il veut tenter de contrer un discours musulman*, pense Felice Dassetto, sociologue. *Il veut quelque part se donner des garanties, dans son inquiétude de détenir une sorte de vérité sur la citoyenneté. Mais cette idée est une vaccination par des placebos. Chaque cours a et devrait avoir une dimension de citoyenneté. Vouloir coller par le haut quelques principes philosophiques, cela me semble nier tout le travail que les autres professeurs réalisent. Et c'est se donner l'illusion que cette petite injection de citoyenneté changerait quelque chose.* » <sup>58</sup>

La citoyenneté, les jeunes doivent la vivre au quotidien dans leur école ; d'autre part, pour qu'elle soit réelle, elle doit être nourrie par des connaissances historiques, sociales, philosophiques, politiques, littéraires... « *... morale, solidarité, responsabilité ne peuvent être dictées in abstracto, estime Edgar Morin ; on ne peut pas faire ingurgiter à des esprits comme on gave les oies par un entonnoir. Je pense qu'elles doivent être induites par le mode de pensée et par l'expérience vécue. La pensée qui relie montre la solidarité des phénomènes. La pensée qui nous relie au cosmos ne nous réduit pas à l'état physique.* » <sup>59</sup>

### ✓ Tout au long de la vie

Vu la vitesse des transformations sociétales et le caractère inédit des défis auxquels l'humanité doit faire face, l'éducation ne peut pas se limiter à l'enfance et à l'adolescence. C'est tout au long de la vie que nous devons apprendre, nous former. Pas seulement pour améliorer notre *employabilité* et tenir à jour nos compétences professionnelles, mais aussi et peut-être surtout pour **nous libérer des conditionnements auxquels nous sommes soumis et développer notre « puissance d'agir »** (ou *empowerment*).

Les plus militants s'éduquent les uns les autres en participant à des conférences et débats, en lisant, en s'engageant dans des projets concrets – nous y reviendrons plus loin. Mais ces militants, s'ils sont de plus en plus nombreux, y compris parmi les jeunes, restent minoritaires par rapport à la plupart de nos concitoyens qui, pour diverses raisons, ne se sentent pas ou ne se veulent pas « acteurs de changement ».

C'est là que l'éducation permanente (ou populaire) entre en scène. « *Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde.* » Cette célèbre phrase de Paolo Freire, figure de proue des pédagogies actives, décrit on ne peut mieux l'éducation populaire. Celle-ci vise explicitement l'émancipation individuelle et collective, donc la transformation sociale.

C'est par l'éducation populaire que les citoyens, quelle que soit leur position sociale, peuvent comprendre les mécanismes qui régissent leur vie, comme le capitalisme ultralibéral et la publicité ; comprendre les raisons des situations difficiles qu'ils vivent, comme le chômage ou le *burn-out*. C'est par l'éducation populaire qu'ils peuvent ensuite **prendre conscience de leur pouvoir** d'agir sur des phénomènes qui semblent inéluctables. Un pouvoir qui passe par l'action collective, qu'elle soit de résistance (revendications politiques) ou d'innovation (initiatives dites de transition – voir ci-après).

## 2. Une autre économie

L'économie sociale et solidaire ne se donne pas pour objectif premier le profit financier (même si elle se veut économiquement viable), mais **le lien social, la participation et le bien-être individuel et collectif**. Elle recouvre une grande diversité de réalités. Elle met de l'humain dans le secteur de la production de biens ou de services, où règne le plus souvent la seule logique de l'argent et de la concurrence.



L'économie solidaire : un lieu de formation professionnelle et d'emploi.  
© Vivre Ensemble

La rentabilité n'étant pas son objectif exclusif, l'économie sociale et solidaire est ouverte à des travailleurs qui, pour diverses raisons, ne rentrent pas dans les *cases* et dans les normes du marché de l'emploi traditionnel. Dans plusieurs associations, elle est à la fois un lieu de formation professionnelle, une source d'emploi

et un moyen de faire vivre les autres activités de l'association. Avec la pression que cela suppose, qui s'apparente parfois à celle que l'on peut vivre dans le secteur marchand...

À La Chom'hier, à Laeken, par exemple, il y a un resto-traiteur, où travaillent des personnes

dont l'emploi est subsidié, notamment des Guinéens. Globalement, cela se passe bien, car ils ont la satisfaction d'avoir un statut et un salaire. Mais on ressent une **tension entre la dimension humaine et sociale qu'on veut garder à l'entreprise et les impératifs de rentabilité** qu'il faut respecter si l'on veut que l'association vive. On prend donc beaucoup de commandes, les employés travaillent beaucoup, on leur demande d'être flexibles (soirs, WE...). Dans le contexte actuel de manque de moyens et d'un public fragilisé, y compris dans sa structuration personnelle et professionnelle, on en vient parfois à se demander si la philosophie de l'économie sociale et solidaire est compatible avec cet impératif de rentabilité.

Si l'économie sociale et solidaire a une longue histoire derrière elle, on voit aujourd'hui se développer d'autres initiatives non lucratives comme les donneries, les marchés gratuits, les systèmes de troc de vêtements... Le temps de quelques heures, oublier l'argent et les inégalités qu'il engendre, re(découvrir) la joie de la gratuité... L'idée est belle, elle séduit, elle fonctionne. Pas toujours sans mal, cependant, car il faut **lutter contre des réflexes bien ancrés**. On le constate par exemple dans l'expérience de l'asbl Socrates, qui a notamment créé « Pétilions », une initiative qui vise à créer du lien social et de la convivialité dans la région. Un des événements phares est la donnerie ou marché gratuit<sup>60</sup>, qui vise à promouvoir le partage, la convivialité et à lutter contre le gaspillage. Le comportement spontané de plusieurs personnes est d'arriver le premier, de prendre le plus possible de choses. Dans ce cas, le rôle des animateurs est de faire comprendre qu'on va faire en sorte que chacun puisse avoir quelque chose, que si on partage il y a assez pour tout le monde (« L'abondance est le fruit du partage » est la devise et le credo de l'association).

Pour que le monde change, chacun doit changer dans sa tête, lutter contre des réflexes ou des habitudes égoïstes. Et cela ne se fait pas en un coup de baguette magique. Retour à la case « éducation ».

<sup>60</sup> <http://jardins-et-reseaux-solidaires-et-equitables.skynetblogs.be/>

Dans ce même esprit – échapper aux pièges d'une économie déshumanisée et dématérialisée –, les **monnaies locales ou complémentaires** permettent le développement d'une activité locale porteuse de lien social et de « vivre-ensemble »... Elles incitent à aller faire ses courses chez le commerçant local plutôt qu'au supermarché. Avec la monnaie locale gagnée, le commerçant en question fera réparer ses chaussures chez le cordonnier du coin, qui lui-même achètera ses légumes au fermier voisin... Ainsi, l'argent, au lieu de s'échapper vers les multinationales et la sphère financière, est réinjecté dans l'économie locale.<sup>61</sup>

Ces trois types d'activités économiques ont pour effet, sinon pour but, d'aplanir les différences issues des inégalités de revenus.

### 3. Résister ensemble

Jusqu'il y a peu, les mouvements sociaux restaient relativement isolés les uns des autres. Bien sûr, il y a eu, dans les années 2000, les forums sociaux qui ont rassemblé des acteurs de différents mouvements ; mais syndicats, ONG, associations de lutte contre la pauvreté, agriculteurs, artistes menaient le plus souvent leurs combats de façon séparée.



La crise de 2008 a décloisonné les colères.  
© Vivre Ensemble

La crise qui sévit depuis 2008 aura au moins eu ce mérite : celui de **décloisonner les colères**. Face à l'austérité, les mouvements sociaux se sont fédérés : c'est ainsi qu'on a vu apparaître « Les Acteurs du temps présent », puis « Tout

Autre Chose », nés du besoin de se rassembler pour faire face à l'inadmissible, pour crier bien haut qu'une autre politique est possible, nécessaire et urgente, dans le domaine social, culturel, agricole, etc.

Depuis quelques années, on voit aussi le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté s'associer au Réseau pour la justice fiscale (RJF) dans des manifestations et lors de la Journée internationale du refus de la misère, le 17 octobre. En agissant ensemble, ces réseaux se renforcent mutuellement. Mais c'est aussi l'occasion de rapprocher les militants de divers horizons qui ne se rencontraient pas autrement.

Cette résistance, est-il possible de la vivre vraiment tous ensemble, y compris avec les personnes que la pauvreté et l'exclusion sociale ont reléguées à la marge de la société ? C'est notre expérience, comme celle de nombreuses associations que nous côtoyons : les personnes qui vivent en situation de survie n'ont pas beaucoup d'énergie disponible pour s'engager dans des luttes collectives sur des enjeux à long terme. Mais c'est loin d'être une fatalité. Surtout lorsque ces personnes sont actives dans une association.

#### Ensemble pour quoi faire ? Pour lutter !

Non seulement une lutte sociale n'est légitime et efficace que si elle implique les premiers concernés, mais en plus, ces mobilisations pour des causes qui touchent tous les citoyens, quels que soient leurs revenus, peuvent constituer des occasions de vivre des choses ensemble. C'est ce que souligne un responsable d'association : « *Se rencontrer, oui, mais pour quoi ? Si on n'a rien à faire ensemble, on n'a pas de raison de faire l'effort de se connaître. Que pourrait-on faire en commun ? Quelle que soit notre situation, on a en commun le fait qu'on n'est pas maîtres de ce qui se passe, de ce système dans lequel on vit. De ce point de vue, on est sur le même pied. Peut-on entamer ensemble une réflexion sur ce monde marchand, sur les leviers d'action possibles, sur les rapports de forces qu'on peut établir ?* »

En matière de rapports de forces, il est évident que lutter ensemble, c'est décupler les chances de faire avancer la justice et les droits humains. Les exemples abondent dans le monde associatif, entre campagnes de signatures et manifestations. Mais il arrive aussi que des alliances informelles se créent pour faire face à une menace. En Espagne, par exemple, la crise a plongé des milliers de personnes et de familles dans la pauvreté : touchés par le chômage, ils se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur crédit hypothécaire contracté voici quelques années, en pleine bulle immobilière. Poursuivis

par les banques, ils risquent ou vivent l'expulsion de leur logement. Pire : si le logement a perdu de sa valeur et que sa saisie par la banque ne suffit pas à le rembourser, l'ex-habitant doit continuer à payer ! A partir de quelques militants du droit au logement, des groupes se sont mis en place dans de nombreux quartiers, notamment de Barcelone et de Madrid. Les personnes qui n'arrivent pas à payer leur loyer sont invitées à s'y rendre, par des affiches placardées en rue. Et c'est ensemble qu'on va affronter les problèmes de chacun, ensemble qu'on va aller négocier avec les banquiers.

La Plateforme a été lancée en février 2009 à Barcelone, par un petit groupe d'activistes du droit au logement. « *Ces quarante dernières années, l'État espagnol a encouragé les gens à accéder au logement via le surendettement, explique Carlos Macias, porte-parole national de la PAH (Plate-forme des victimes de l'hypothèque). En 2007, l'Espagne construisait plus que la France et l'Italie réunies. On a vu venir l'explosion de la bulle immobilière et la crise. On s'est dit que beaucoup de gens allaient perdre leur emploi, qu'ils ne pourraient plus payer les hypothèques et que des milliers de familles allaient être expulsées. Mais on ne pouvait pas apporter une solution à un problème aussi massif avec quatre experts dans un bureau qui gèrent les cas un par un.* »

Alors ces militants se sont inspirés de la culture anarchiste et autogestionnaire des mouvements sociaux barcelonais. « *Plutôt que de l'assistanat, on a donc instauré des assemblées où les gens partagent l'information et se forment entre eux* », poursuit-il.

Le procédé « *redonne du pouvoir aux gens. On les aide à surmonter la honte d'être dans cette situation, et on leur donne un savoir technique pour y faire face. Ils prennent conscience que seuls, ils ne peuvent pas y faire face, mais à travers l'action collective, on peut y arriver* », détaille le porte-parole. Un discours repris par le slogan de la Plateforme : « *Oui, c'est possible.* » « *On s'entraide avec les amis de la PAH et ça fait du bien* », confirme Alvaro à Madrid.

Extrait du site [www.reporterre.net](http://www.reporterre.net). Lien raccourci vers l'article : <http://miniurl.be/r-y9e>

Les victimes de la crise espagnole se comptent par dizaines de milliers : dans les pires moments, on comptait jusqu'à 500 expulsions par jour dans le pays. Autant dire que les gens qui se retrouvent à ces assemblées ne sont pas tous issus de milieux défavorisés, loin s'en faut. Certains n'imaginaient même pas militer un jour pour quoi que ce soit. « *Si je faisais une caricature, je dirais qu'il y a deux types de gens qui viennent à la Plateforme : les militants et les personnes affectées*, explique l'un des fondateurs. *Mais en fait, on est tous touchés d'une façon ou d'une autre. On a tous des difficultés à se loger.* »<sup>62</sup>

### Les associations, lieux d'information et de formation

Dans beaucoup d'associations, les questions de société sont évoquées en fonction de l'actualité, comme au moment des élections. Les préjugés, lorsqu'ils sont exprimés, servent également souvent de porte d'entrée à des discussions en groupe. Certaines associations ont participé aux manifestations contre l'austérité, après avoir préparé cette activité avec leurs membres.

Au **Miroir vagabond**, un atelier AME (Autrement Mieux Ensemble) invite les participants à

62 Extrait du site [www.reporterre.net](http://www.reporterre.net), lien vers l'article : <http://miniurl.be/r-y9e>

réfléchir sur des sujets de société, comme le logement, avec l'intervention de personnes extérieures et la collaboration du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Un atelier a notamment été consacré au Traité transatlantique. Cela a provoqué une prise de conscience et une volonté de se mobiliser par la participation à des manifestations.

A l'AMO Passages, à Namur, les relations nord-sud, la démocratie, le développement durable... sont abordés avec les grands adolescents. Après une phase de sensibilisation, les jeunes sont amenés à produire des supports qui permettent notamment de sensibiliser leur famille.

Plusieurs associations soulignent par ailleurs l'importance de la formation des travailleurs des associations, qu'ils soient salariés ou volontaires : ce n'est pas parce qu'on est formateur en alphabétisation ou animateur d'un atelier artistique qu'on est en mesure de mener un débat sur des problèmes de société. On peut se former et s'informer au sein de l'équipe, ou bien faire appel à des ressources extérieures, soit en invitant quelqu'un à une rencontre avec le groupe, soit en invitant les membres du groupe et ceux qui les encadrent à participer à une conférence ou un ciné-débat, à une pièce de théâtre-action, à la visite d'une exposition didactique... L'éducation, encore l'éducation...

#### 4. Construire ensemble un autre monde

Travailler au vivre-ensemble, c'est aussi résister ; mais pas seulement en s'opposant. Car en allant « contre », on renforce dans le même temps ce contre quoi on lutte. A côté des grandes manifestations et des revendications politiques, il faut aussi passer à l'action, **montrer, en le faisant, qu'autre chose est possible**, et tenter ainsi de « faire bouger les marges », comme le propose l'économiste Elena Lasida<sup>63</sup>.

“ D'autres encore s'impliquent et transforment. A travers les contraintes et les absurdités du monde actuel, ils organisent, sans plus attendre, les conditions de la vie qu'ils veulent : ils créent ou co-crément des modes de vie choisis. N'attendent pas que l'État les prenne en charge ni qu'un miracle leur tombe du ciel. Ils se prennent en charge eux-mêmes et contribuent activement au miracle, incarnant ainsi la belle métaphore de Christiane Singer : «Etre soi-même un point d'acupuncture réactivant le corps social».<sup>64</sup>

Ce changement est en marche. Il a pour nom, entre autres, **la transition**<sup>65</sup>. Vers quoi, on ne sait trop, car rien n'est écrit d'avance, mais en tout cas vers « quelque chose » de foncièrement différent. Plus local, plus simple, plus communautaire (au sens positif du terme), plus respectueux des aspirations profondes de l'être humain, plus altruiste, plus léger pour la planète et pour ceux qui l'habiteront demain.

Il suffit de se balader sur Internet ou de regarder autour de soi pour découvrir plein de petites initiatives qui naissent un peu partout, en particulier autour de l'alimentation et de l'agriculture : AMAP, GAC ou GAS, GASAP<sup>66</sup>, paniers bio, jardins partagés, fermes bio en autocueillette, coopératives... Sans oublier les ressourceries, les donneries, les répar'cafés, les accorderies<sup>67</sup>, les réseaux d'échanges de savoirs, d'outils, de services...



Les « patatistes » à Haren : une façon constructive et joyeuse de résister.  
© Entraide et Fraternité

<sup>63</sup> Voir Elena Lasida, Le goût de l'autre, Albin Michel, 2011.

<sup>64</sup> Thomas d'Ansembourg, Qui suis-je ? Où cours-tu ? A quoi servons-nous ?, p.192

<sup>65</sup> Voir les analyses sur la transition publiées par Vivre Ensemble : <http://miniurl.be/r-y4y>

<sup>66</sup> AMAP : association pour le maintien d'une agriculture paysanne. GAC ou GAS : groupe d'achat commun ou solidaire. GASAP : Groupe d'achat solidaire de l'agriculture paysanne. Toutes ces initiatives rapprochent les consommateurs des agriculteurs (bio le plus souvent) et les solidarisent par le préfinancement des récoltes et la participation à certains travaux.

<sup>67</sup> <http://www.accorderie.fr/quest-ce-que-une-accorderie/>



Ces nombreuses initiatives répondent à **une grande envie de « tout autre chose » d'une partie de la population**. Autrement, souvent moins, et mieux. La surconsommation écœure, soulignant un vide intérieur et faisant craindre le pire pour la planète – donc pour nous.

**Les personnes qui vivent dans la pauvreté ont, elles aussi, envie de tout autre chose** : une vie sans le souci de la survie, pouvoir acheter un peu plus, jusqu'à la fin du mois, se payer un petit « extra » de temps en temps, alors qu'il faut compter, toujours compter, dire non aux enfants, à soi-même.

**Bien des choses séparent ces deux « clans »**. Les revenus, la culture, la mobilité, l'éducation, souvent. Pour les adeptes de la transition, moins, c'est mieux. Pour ceux qui rament, c'est plutôt « plus » qui serait mieux.

Pour les uns, la consommation sans limite est une aliénation destructrice dont ils cherchent à s'émanciper. Pour les autres, elle est la clé, si pas du bonheur, au moins d'une existence digne et d'une reconnaissance sociales.

Les villes et villages en transition se multiplient, en ville comme en milieu rural. Ces projets débutent souvent par une mise en commun, un rassemblement des initiatives associatives et citoyennes qui existent sur le territoire. Un de leurs principaux défi consiste à **être représentatifs de tous les groupes sociaux et pas seulement des « bobos »**, personnes aisées et ayant un niveau de formation en général élevé. Dans l'une de ses analyses, Vivre ensemble a déjà abordé ces divergences et les possibles terrains de rencontre<sup>68</sup>. Vivre ensemble la transition n'est pas une évidence, mais c'est possible.

Le groupe **Rochefort en transition**, par exemple, a permis de mettre en évidence tout ce qui se fait sur le territoire. Une pièce de théâtre, des journées de rencontre, des conférences sont organisées. Un réseau se met en place, qui rassemble pas mal de monde, de tous horizons sociaux. Les participants apprécient de ne pas se sentir « tout seuls dans leur coin ».



Les potagers collectifs créés par les associations : des outils pour vivre ensemble et manger sainement. Ici : l'asbl Sainte-Walburge à Liège. © Vivre Ensemble

L'asbl **L'Hirondelle**, à Perwez, a organisé un ciné-débat autour du film « Au nom de la terre », sur la vie et le travail de Pierre Rabhi. Les producteurs locaux avaient été invités. De fil en aiguille, un SEL<sup>69</sup> a été créé dans le village d'à-côté, et des initiatives telles qu'une gratiféria (marché gratuit) voient le jour.

Tout en renforçant ces actions locales, il convient aussi de les relier, de les **mettre en réseau**. Pour échanger des idées et des pratiques, mais aussi pour les rendre plus visibles et donner envie à d'autres de faire de même. Et pour prendre conscience de la force que ces initiatives représentent, du fait de leur nombre et des changements qu'elles occasionnent dans la vie des gens, des quartiers, des villages. Cela se fait par des mouvements comme les Colibris<sup>70</sup> ou bien celui des villes et villages en transition<sup>71</sup>...

68 Voir les analyse sur [www.vivre-ensemble.be/analyses](http://www.vivre-ensemble.be/analyses). Sélectionner le mot-clé « transition ».

69 Service d'échange local

70 <http://www.colibris-lemouvement.org/>

71 <http://www.reseautransition.be/>

## Ensemble ? Pas facile...

Même si on a tous le même ennemi, à savoir le capitalisme débridé qui détruit l'humain et la nature, résister et agir ensemble ne coule pas de source. Les associations en témoignent. A **Formosa** (Bruxelles), on a essayé de lancer un jardin collectif, mais ce n'est pas facile parce que **les apprenantes ont d'autres priorités** quotidiennes. A **La Ruelle** (Saint-Josse), on fait le même constat avec les primo-arrivants. Pour beaucoup, la transition et tout ce qui l'entoure (le pic pétrolier, l'épuisement des ressources, la perte de la biodiversité, etc.) sont des concepts compliqués. Il faut proposer du concret qui permet d'améliorer le quotidien sans devoir déployer une énergie exagérée.

Un autre **obstacle** à une plus large participation à ces initiatives dites « de transition » peut être d'ordre **culturel**. A Ottignies, Aïcha Adahman, responsable de l'asbl **Génération Espoir**, constate que les propositions de jardins collectifs du Plan de cohésion sociale ne « prennent pas » dans le public maghrébin. Aïcha n'arrive pas à convaincre d'autres femmes de la rejoindre au potager : c'est que pour elles, cultiver ses légumes plutôt que les acheter au supermarché est vécu comme une régression sociale. Leurs enfants eux-mêmes le leur disent : nous sommes là pour te donner tout ce qu'il te faut, tu as les moyens d'acheter tes légumes, il n'y a pas de raison que tu doives les cultiver toi-même ! Cultiver la terre, certaines l'ont fait quand elles vivaient au Maroc et cela n'est pas à leurs yeux une activité valorisante. Pouvoir acheter tout au magasin est un signe de promotion sociale.

De même pour certains aînés de chez nous, qui ont connu le potager comme moyen de survie au sortir de la guerre et ne voient pas bien l'intérêt de s'esquinter à cultiver eux-mêmes leurs légumes aujourd'hui.

**La difficulté n'est pas une raison pour renoncer.** Au GAFFI, dans le quartier nord de Bruxelles, après avoir suivi une formation sur l'alimentation avec l'association Rencontre des continents<sup>72</sup>, un groupe de femmes immigrées

a eu envie de développer un projet au sein de l'association, pour mettre en pratique leur formation et transmettre à d'autres ce qu'elles ont appris. Résultat : la mise sur pied d'une table d'hôtes avec des menus exclusivement végétariens. Et ce n'est pas un coup d'essai : depuis plusieurs années, les membres du GAFFI peuvent participer à un jardin collectif (en bacs) avec la collaboration de l'asbl Le Début des Haricots<sup>73</sup>. La clé du succès ? Être à l'écoute de la réalité et des besoins des personnes concernées, partir de leurs projets à elles et ne pas essayer d'imposer un projet de l'extérieur, ne pas vouloir reproduire un modèle unique mais l'adapter au contexte, aux personnes, aux possibilités locales... Et ne pas hésiter à mobiliser des ressources extérieures et à jeter des ponts entre associations.

**Une autre difficulté réside dans le découragement** qui peut naître face à l'ampleur de la tâche et à l'inertie des pouvoirs politiques.

Les associations le disent : il faut commencer par de petites choses, par ce qu'on peut faire là où on est. Comme le dit Miguel Benasayag : « *Je ne m'engage pas pour un monde meilleur, mais mon engagement est un monde meilleur* ». Changer le petit morceau de monde qui est le nôtre, c'est déjà changer le monde, même si, bien sûr, cela ne suffit pas et qu'il faut aussi exiger des changements politiques, à grande échelle. L'un ne va pas sans l'autre : le monde politique a besoin de la pression des citoyens pour bouger comme les actions locales des citoyens ont besoin du soutien du politique pour aboutir à un changement qui atteigne une ampleur significative.

“ *L'universel, c'est le local moins les murs. (...) Il n'y a pas à choisir entre le souci apporté à ce que nous construisons et notre force de frappe politique. Notre force de frappe est faite de l'intensité même de ce que nous vivons, de la joie qui en émane, des formes d'expression qui s'y inventent, de la capacité collective à endurer l'épreuve dont elle témoigne.*<sup>74</sup> ”

Toutes ces initiatives liées à la transition ont pour point commun **une reprise collective de contrôle** sur ce qui, depuis longtemps, échappait largement à notre pouvoir : principalement **les relations économiques**, conditionnées par la possession de la monnaie officielle, et **l'alimentation**, contrôlée par l'agro-industrie. Que l'on soit riche ou pauvre, cette « **puissance d'agir ensemble** » retrouvée est nécessaire pour changer le monde. Et elle devient une force qui permet d'affronter l'adversité/austérité. Cette idée incite certains à ressortir des livres d'histoire la notion de « commune » : « *Ce qui fait la commune, alors, c'est le serment mutuel prêté par les habitants d'une ville*

*ou d'une campagne de se tenir ensemble. Dans le chaos du XI<sup>e</sup> siècle en France, la commune, c'est se jurer assistance, s'engager à se soucier les uns des autres et à se défendre contre tout oppresseur. (...) La commune, c'est donc le pacte de se confronter ensemble au monde. C'est compter sur ses propres forces comme source de sa liberté. Ce n'est pas une entité qui est visée là : c'est une qualité de lien et une façon d'être dans le monde. »<sup>75</sup>*

“ La logique de l'accroissement de la puissance, voilà tout ce que l'on peut opposer à celle de la prise du pouvoir.<sup>76</sup> ”

## SI J'ÉTAIS PRÉSIDENT...

Les associations de terrain qui rament à contre-courant pour construire le vivre-ensemble sont peut-être les mieux placées pour esquisser des priorités politiques... Le temps d'un rêve éveillé, nous leur avons donné les pouvoirs d'un premier ministre... Quelles mesures prendraient-elles en premier lieu ? Que faire tout de suite pour un mieux-vivre-ensemble ? Les propositions sont nombreuses et concrètes :

- Renforcer les **services publics** (dont la mobilité) et la **sécurité sociale**
- **Logement** : donner un logement à chacun, par le contrôle des loyers notamment. Dans les nouvelles constructions d'immeubles, prévoir des espaces collectifs (salon, buanderie...) qui pourraient devenir des espaces de rencontre, voire d'activités communes.
- **Education** : mettre la priorité sur l'éducation des enfants et des adultes. Sans oublier d'introduire dans les programmes l'éducation aux médias. Lutter contre la méconnaissance de l'autre, source de la peur et du repli sur soi.
- **Revenus** : hausser tous les revenus au-dessus du seuil de pauvreté, réduire les écarts de salaire, assurer un meilleur partage des richesses par une fiscalité juste.
- **Reconsidérer la place de l'emploi salarié**, en pénurie, au profit d'une reconnaissance de l'apport social d'un travail, d'un engagement. Par exemple, accorder une allocation d'utilité citoyenne aux personnes sans-emploi engagées dans une association, qui mettent leurs compétences et leur temps au service des autres.
- Assurer le respect des **droits de l'enfant**.
- **Renforcer** les lieux de **prévention**, comme les écoles de devoirs, qui doivent être financées pour aider aussi les adolescents. Créer des centres d'écoute et d'action dans chaque quartier.

75 Comité invisible, A nos amis, La fabrique éditions, p.201-202  
76 Comité invisible, A nos amis, La fabrique éditions, p. 166

## CONCLUSION



En 1971, quand Vivre Ensemble a été créée, ses fondateurs, en choisissant ce nom pour l'association, avaient déjà compris quel était l'enjeu réel de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Pourtant, c'était avant le 1<sup>er</sup> choc pétrolier (1973) qui allait pointer le danger et l'impasse d'une croissance économique entièrement dépendante du pétrole, avant le duo Reagan/Thatcher (années 80) – « *La société n'existe pas. Il y a seulement des hommes, des femmes et des familles.* » –, bien avant la chute du Mur de Berlin (1989) et l'hégémonie du néo-libéralisme. C'était avant tout cela qui fait aujourd'hui de la pauvreté une menace pour la cohésion de nos sociétés.

Quarante-quatre ans plus tard, nous le disions en ouverture de cette étude, l'expression « vivre ensemble » est pour le moins affadée, galvaudée, instrumentalisée. Pourquoi ? Tentons une double réponse : d'abord, parce qu'elle peut paraître relever de l'idéalisme, des bons sentiments, d'un monde de « Bisounours » où tout devrait aller bien dans le meilleur des mondes. Or, la pensée dominante n'a que faire de bons sentiments. Elle ne se fie qu'à la rationalité scientifique, au progrès technique, à la rentabilité économique immédiate. Elle considère le monde comme un champ de bataille, au sens figuré et parfois au sens propre, où il n'y a pas de place pour les états d'âme.

Ensuite, parce que ce vivre-ensemble, dans la bouche de la majorité de nos hommes et femmes politiques, n'a rien de dynamique. C'est une expression vidée de son sens, que trop de responsables politiques en manque de vision et de charisme nous servent, quel que soit le message à faire passer. Ce vivre-ensemble-là consiste plutôt à nous tenir tranquilles les uns à côté des autres, pour permettre au système de continuer à fonctionner sans être perturbé par des remous sociaux trop importants.

**Nous sommes de plus en plus nombreux – associations, mouvements, collectifs, citoyens – à ne plus nous contenter de la devise : « sécurité – inégalités – compétition<sup>77</sup> ». À vouloir nous émanciper des contraintes et formatages qui nous empêchent de respirer librement ; à refuser de tenir pour acceptables les inégalités qui nous divisent ; à rêver de relations pacifiques entre les gens et entre les peuples, loin de cette logique de compétition qui nous happe dès l'enfance.**

« *Le souci de l'autre entre pour la première fois en concurrence forte, réelle, avec le souci de soi* », estime J.M. Ferry<sup>78</sup>. Peut-être aura-t-il fallu que l'hypercapitalisme aille très loin – presque au bout – dans sa logique de compétition, d'accumulation et de cynisme pour qu'une part significative d'entre nous ouvre les yeux sur l'énorme escroquerie qu'il représente.



Nous sommes de plus en plus nombreux à le penser et à le dire, y compris hors du milieu associatif et religieux : **non, l'altruisme, l'amour, la fraternité, la solidarité ne sont pas des anachronismes** réservés aux bourgeois bohêmes ou aux moines bouddhistes.

Le vivre-ensemble, la fraternité sont à la fois une aspiration profonde de l'être humain qu'on ne peut impunément nier, et une condition même de sa survie personnelle et collective.

De plus, vivre ensemble, créer ensemble, lutter ensemble, a un avantage collatéral non négligeable : celui de **procurer de la joie**. Pas seulement du plaisir ou un contentement passager comme peut en procurer la consommation, mais **un enthousiasme qui augmente la « puissance d'agir »** chère à l'éducation populaire.

Enfin, si cela semble tomber sous le sens, il est toujours bon de le redire : « ensemble », c'est plus efficace que « tout seul ». Depuis les balbutiements du syndicalisme jusqu'aux citoyens espagnols qui vont en groupe voir les banquiers pour empêcher les expulsions des habitants ruinés par la crise, **l'union continue à faire la force. A nous d'utiliser cette force pour faire avancer la justice.**

Vu comme ça, le vivre-ensemble n'a rien de politiquement correct. Bien au contraire. Il fait de nous des citoyens en voie d'émancipation, capables de résistance politique mais aussi idéologique – la joie n'est-elle pas la première des résistances ? – et forts pour inverser la vapeur des valeurs mortifères qui gouvernent le monde aujourd'hui.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la conquête du vivre-ensemble est sans doute non seulement le grand défi urgent à relever, mais peut-être aussi **la plus passionnante des aventures à mener**. Non, décidément, vivre ensemble, ce n'est pas démodé.

## CHARLIE HEBDO... OU LE COUTEAU DANS LA PLAIE SOCIALE

### 1. Les associations que nous avons rencontrées pour réaliser cette étude ont vécu l'événement de diverses façons.



À **La Chom'hier**<sup>79</sup>, à Laeken, il y a beaucoup de musulmans. Après les attentats, l'équipe s'est demandé s'il convenait d'organiser des animations à ce sujet. Il y a eu des questions posées par les membres de l'association mais pas de demande d'approfondissement ; l'équipe a décidé de ne rien proposer.

C'est une façon de **ne pas faire d'amalgame**, puisque **les musulmans de l'association ne se sentaient pas liés aux auteurs des attentats**.

À **Formosa**<sup>80</sup> -, les formateurs se sont aussi demandé s'il fallait en parler. Mais il n'y a pas non plus eu de demande de la part des apprenants, et le personnel n'est pas formé au dialogue interculturel, donc rien ne s'est fait non plus.

À **La Barricade**<sup>81</sup> - Saint-Josse/Bxl -, une journée de lancement de la nouvelle année était prévue le 8 janvier, avec tout le public de l'association. L'animation prévue a été remplacée par une discussion en sous-groupes sur le vivre-ensemble, à la demande des gens. Les musulmans insistaient pour qu'on ne fasse pas d'amalgame.

À Sant-Egidio<sup>82</sup>, on tient à souligner les effets malgré tout salutaires de ces attentats : on constate que **les gens sont plus conscients qu'il existe un problème de vivre-ensemble** et affirment leur volonté de bien vivre ensemble. Les obstacles sont l'ignorance et le manque d'occasions, de lieux structurels de rencontre où les gens peuvent échanger.



© Vivre Ensemble

À **La Ruelle**, il n'y a pas eu de questions du public, en tout cas adulte. Les animateurs se posent des questions quant à la **récupération politique** des attentats. D'autre part, cela a suscité une prise de conscience par rapport à la relation des musulmans au fait de dessiner, notamment au regard des ateliers artistiques organisés par l'association, pour des musulmans dont la culture ne favorise pas le dessin, l'image. Certains enfants refusaient de dessiner, ou avaient un niveau étonnamment bas : est-ce lié à la religion ? Ainsi, des choses qui semblaient naturelles, comme dessiner, pour un enfant, ne le sont plus.

<sup>79</sup> Français langue étrangère pour primo-arrivants, resto d'économie sociale, école de devoirs

<sup>80</sup> Alphabétisation, Français langue étrangère, à Bruxelles

<sup>81</sup> Alphabétisation, primo-arrivants, EDD, ateliers créatifs tout public, sport.

<sup>82</sup> Visites personnes âgées, contacts avec SDF et 1 repas/semaine, encadrement d'enfants défavorisés (sans-papiers, immigrés) par des jeunes).

À **Mic'Ados**, on a essayé que ces événements ne divisent pas encore plus. On a expliqué, apporté de l'information, veillé à **ne pas opposer chômeurs et étrangers...** Avec d'autres associations de Marche-en-Famenne, **on a créé une page facebook où les gens, jeunes ou moins jeunes, peuvent poster des messages**<sup>83</sup>.

Lors de contacts dans les écoles, Mic'Ado a constaté la difficulté de certains adultes à parler de cette question avec les jeunes : **c'est trop compliqué, on n'est pas formé pour ça**. Donc on n'en parle pas, alors que les jeunes sont demandeurs.

Michaël, de la maison d'accueil « **La Moisson** », constate qu'il y a de plus en plus de racisme (et d'autres ajoutent : de plus en plus décomplexé...). Il faut **avant tout changer les mentalités, écouter ce que les gens ont à dire**. Les attentats contre Charlie Hebdo, c'est une explosion, il faut entendre ce qu'il y a derrière.

À l'asbl **Sainte-Walburge**, à Liège, le drame a eu **des effets positifs : les femmes parlent plus entre elles**, elles sont toutes d'accord pour dire que ces crimes ne peuvent pas avoir été commis au nom d'une religion.

À Huy, **Dora Dorès** a été contactée par la presse locale comme si elle était une association musulmane, ce qui n'est évidemment absolument pas le cas. Très vite, des interpellations sont arrivées sur la page facebook de l'association : « Comment ? Vous ne publiez pas l'image *Je suis charlie* ? » Ce refus de prendre position publiquement a pu être mal perçu, mais Nathalie Melis, la responsable, estimait ne pas pouvoir le faire au nom de tous les membres de l'association, cela n'aurait pas été démocratique. Dans cette affaire, ce qui était compliqué, c'est **de ne pas tomber dans le dualisme** : si on ne s'affiche pas « Charlie », on est d'office dans le camp des ennemis de la liberté d'expression (notons le paradoxe !), voire des droits humains ?

À **TEP-Afrique**, à Charleroi, on a entendu des « Je ne suis pas Charlie ». On n'a pas condamné a priori, on a essayé de comprendre. Certains disent : **il n'y en a que pour les attentats de Paris et on ne parle pas des beaucoup plus nombreuses victimes de Boko Haram !**

Au **Collectif des femmes africaines du Hainaut**, on a l'impression que **ces événements ont renforcé le racisme** : « Les Arabes, on n'en veut plus ; vous, les Africains, vous êtes gentils ».

À **Arc-en-Terre**, à Charleroi, **une rencontre interconvictionnelle** a rassemblé 90 personnes pour des échanges suivis d'un repas. Chacun a eu la possibilité de témoigner. C'est une grande richesse de pouvoir dire chacun qui on est : on se connaît mieux, et du coup la peur disparaît. Cela permet par exemple de briser l'amalgame islam/islamisme.

## 2. Extrait d'*Alter Echos*, n° 397, 13 février 2015.

« Le vivre-ensemble, c'est d'ailleurs ce qui inquiète les travailleurs sociaux présents dans les quartiers d'immigration, où règne aujourd'hui une vive tension. « *Les difficultés ont toujours été là, c'est pour cela que le mot émancipation figure dans les statuts de toutes les organisations qui travaillent dans les quartiers populaires*, raconte Touria Aziz, animatrice en maison de jeunes<sup>84</sup>. **Il y a une population qui n'a pas les mêmes droits, les mêmes chances et qui ne se sent pas la bienvenue**. C'est quelque chose que les jeunes ressentent au quotidien. Ils parlent de haine et d'injustice, qu'ils vivent à l'école et ailleurs ».

83 Voir sur facebook la page « pour moi la tolérance c'est ». Initiative qui regroupe Mic'Ado, Les Compagnons Bâisseurs, Le Miroir Vagabond, la Maison des jeunes de Marche, le Village d'Enfants (Bande) et les Educateurs de rue.

84 Détachée par l'association flamande D'broej (Bruxelles s'organise pour l'émancipation des jeunes) auprès de deux maisons de jeunes situées aux alentours de la station de métro Étangs noirs, à Molenbeek.

Depuis les attentats, elle a senti un changement : « **Ils ont encore moins confiance dans la société.** C'est comme si ces événements avaient mis à nu le deux poids-deux mesures, les injustices. Avant, ils pouvaient encore se dire que le problème était individuel. Maintenant, son aspect général est remonté à la surface. Beaucoup de jeunes parlent de partir ailleurs, de leur manque d'espoir, des attaques qu'ils subissent au quotidien. Ils ont une grande peur de s'exprimer de crainte d'être accusés de faire de l'apologie du terrorisme. » Et de raconter une récente animation réalisée dans une maison de repos. « Le thème était le Maroc. Ils avaient préparé du thé, des biscuits, des histoires à raconter. Ils avaient aussi apporté des magazines de voyage. J'ai remarqué que plusieurs jeunes n'osaient pas montrer des photos avec des mosquées, par peur qu'on les accuse de promouvoir leur religion. Des petites craintes comme cela, je les vois se multiplier. La situation a un énorme impact sur leur quotidien. »

Khaled Boutaffala, directeur d'une AMO (Action en milieu ouvert), vit une expérience similaire. « Cette situation fait rejaillir tous les problèmes qu'on rencontre depuis des années. **Tout est mis sur la table en une seule fois, comme un gros paquet.** On se sent un peu perdu. Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Est-ce qu'on va se tirer dessus en désignant les bons et les mauvais ? Ou est-ce qu'on va travailler à un vivre-ensemble ? » Il voit avec angoisse que le racisme et l'intolérance gagnent du terrain. Il raconte plusieurs histoires : un collègue noir agressé dans le métro, un monsieur en djellaba qui cherchait le rayon des valises dans un supermarché et à qui on a répondu : « Si c'est pour rentrer chez vous, pas de problème c'est par là ! » Pour lui, il devient difficile de dire aux jeunes d'avoir confiance en la société. « S'ils voient qu'autour d'eux, tout part en vrille, tu peux travailler tant que tu veux, ça ne va pas fonctionner. »

**« Le meilleur moyen de lutter, c'est l'éducation.** Et ça commence à l'école, parce que c'est là que le jeune passe le plus de temps. Il faut **refuser de participer à cette vague de panique. Les politiciens veulent gérer l'urgence alors qu'il faut penser à long terme.** Tout le monde doit réfléchir : c'est quoi la société dans laquelle on veut vivre ? Comment on fonctionne ? Comment on accepte l'autre, sa différence ? Il faut jeter des ponts entre les uns et les autres, pour reconstruire. Sinon ça risque d'exploser. » (Khaled Boutaffala, dir. AMO)



## LIVRES

- Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, 1998.
- Christiane Singer, *N'oublie pas les chevaux écumants du passé*, Albin Michel, 2005
- Christophe André, Jon Kabat-Zinn, Pierre Rabhi, Matthieu Ricard, *Se changer, changer le monde*, L'Iconoclaste, 2013
- Matthieu Ricard, *Plaidoyer pour l'altruisme, la force de la bienveillance*, Ed. Nil, 2013.
- Ety Hillesum, *Une vie bouleversée*, suivie des *Lettres de Westerbork*, Points, 1995.
- Comité invisible, *A nos amis*, La fabrique éditions, 2014.
- Edgar Morin, *Enseigner à vivre*, manifeste pour changer l'éducation, Actes Sud, Play-Bac, 2014
- Marek Halter, *Réconciliez-vous !* Ed. Robert Laffont, 2015.
- Abdennour Bidar, *Plaidoyer pour la fraternité*, Ed. Albin Michel, 2015.
- Patrick Viveret, *Fraternité, j'écris ton nom !*, Ed. Les Liens qui Libèrent, 2015.
- Frédéric Lenoir, *L'âme du monde*, Ed. Nil, 2013
- Kate Pickett, Richard Wilkinson, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Ed. Les petits matins, Paris, 2013.
- Susan George, *Les usurpateurs*, Ed. du Seuil, 2014.

- Vincent de Gaulejac *et al.*, *La lutte des places*, Ed. Desclée de Brouwer, 1994.
- Alexandre Jardin, *Laissez-nous faire ! On a déjà commencé*, Ed. Robert Laffont, 2015.
- Joseph Dewez (coordonné par), *Les convictions en débat ou au vestiaire ?* CEFOC, décembre 2014.
- Elena Lasida, *Le goût de l'autre*, Albin Michel, 2011.

## FILMS

**Une douce révolte.** [www.unedoucerevolte.com](http://www.unedoucerevolte.com)  
Nous vivons sans doute la crise globale la plus importante de l'histoire de l'humanité : à la fois écologique, financière, sociale, sanitaire, humaine et démographique. « Une douce révolte » va tenter de décrire, de comprendre et de questionner les démarches qui se développent sous différentes formes et qui visent à une transformation de la société dans ses fondamentaux : l'économie, le politique, la finance et l'action citoyenne. Des démarches qui n'en restent pas à l'indignation mais qui passent à l'action...

**En quête de sens.** <http://enquetedesens-lefilm.com/> Ce film est l'histoire de deux amis d'enfance qui ont décidé de tout quitter pour aller questionner la marche du monde. Leur voyage initiatique sur plusieurs continents est une invitation à reconsidérer notre rapport à la nature, au bonheur et au sens de la vie...

## SITES INTERNET

[www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be) : pour retrouver les analyses de Vivre Ensemble qui sont évoquées dans cette étude, et bien d'autres (onglet Publications).

[www.lesgrossesfortunes.be](http://www.lesgrossesfortunes.be) : le site du Réseau pour la Justice Fiscale.

[www.changement-egalite.be](http://www.changement-egalite.be) : le site de Changement pour l'égalité, mouvement pédagogique.

[www.bleublanczebre.fr/](http://www.bleublanczebre.fr/) : le site créé par Alexandre Jardin, pour fédérer les initiatives solidaires en France.

[www.reporterre.net](http://www.reporterre.net) : site créé par Hervé Kempf, informations sur l'écologie au sens large – donc aussi sur l'économie et la politique.

## RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

Avec des élèves ou un groupe, un jeu ou une activité permet de réfléchir, de s'exprimer, de vivre les choses « de l'intérieur » tout en s'amusant. Souvent plus efficace que de longs discours.

- **L'arbre du vivre-ensemble** : un poster, le dessin d'un arbre, des « post-its » ou des marqueurs et crayons de couleurs... On écrit, on dessine ce qui fait le vivre-ensemble, ce qui lui fait obstacle...
- **Le village du vivre-ensemble** : un drap sur le sol, des objets... et on construit le village du vivre-ensemble. Pour joindre l'objet et le geste à la parole. Ambiance assurée.

Retrouvez ces outils, et d'autres, sur notre site [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

## CONTRE LA PAUVRETÉ, VIVRE ENSEMBLE CHOISIT LA SOLIDARITÉ

**Action Vivre Ensemble, créée en 1971**, soutient financièrement une centaine de projets d'associations, chaque année, un peu partout à Bruxelles, en Wallonie et en Communauté germanophone. Ce sont des projets d'alphabétisation, de formation par le travail, d'accompagnement social, des écoles de devoirs, des maisons d'accueil ou de quartier, etc. Ces initiatives développent le lien social, la participation, la citoyenneté...

Action Vivre Ensemble est habilitée à octroyer une attestation fiscale pour tout don de 40,00 € annuels versés sur le compte [BE34 0682 0000 0990](#).

**Vivre Ensemble Éducation, créée en 1999**, travaille deux thématiques :

### « Pauvreté, violation des droits humains et réactions citoyennes »

- Dénonciation du regard stigmatisant porté par la société sur les personnes en situation de pauvreté.
- Lutte contre les inégalités sociales et l'insécurité d'existence.
- Réhabilitation des services collectifs et du Bien Commun.

### « Le rôle de l'acteur associatif dans la lutte contre la pauvreté »

- Mise en relation des associations pour réfléchir à leur rôle dans la société, pour croiser leurs pratiques et leurs points de vue, pour susciter des collaborations.
- Vivre Ensemble Éducation est reconnue comme association d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

### Action Vivre Ensemble et Vivre Ensemble Éducation

- sensibilisent les chrétiens et, plus largement, le grand public, aux causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
- proposent des mesures politiques pour plus de justice sociale, en travaillant au sein de réseaux comme le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté ou le Réseau justice fiscale.
- s'efforcent de jeter des ponts et de créer des liens entre des personnes de différents milieux qui ne se rencontrent pas habituellement.
- encouragent les actions collectives qui visent un changement à long terme.



Inégalités sociales, violences multiples, individualisme exacerbé... Vivre ensemble est-il devenu impossible ? N'est-ce qu'un slogan politique post-attentats de Paris ? Une utopie ? C'est en tout cas une aspiration pour de nombreux citoyens. Et une nécessité pour n'importe quelle société.

Ce document a été écrit avec la collaboration de 35 associations de terrain qui construisent le vivre-ensemble au jour le jour. Pourquoi est-ce difficile de vivre ensemble aujourd'hui dans nos écoles, nos quartiers, nos villages ? Comment dépasser les préjugés, favoriser la rencontre pour que la religion et la culture rassemblent au lieu de diviser ? Quelle école inventer pour une société plus solidaire ?

Face aux multiples défis du XXI<sup>e</sup> siècle, vivre ensemble implique surtout de changer ensemble, en commençant par soi-même, pour ensuite construire collectivement une autre façon de vivre : plus joyeuse, plus partageuse, plus juste. Parce que vivre ensemble, c'est vivre **tous** ensemble.

Un dossier qui donne envie de s'engager à son tour !

Ce dossier est imprimé sur du papier recyclé

PRIX DE VENTE : 3€



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES



VIVRE ENSEMBLE  
EDUCATION